



RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2025

POLITIQUES DÉPLOYÉES EN 2024

ÉDITO



**JEAN-FRANÇOIS
PARIGI**

Président du Département
de Seine-et-Marne



**BÉATRICE
RUCHETON**

Vice-présidente en charge
de l'environnement

Alors que nous faisons face à des défis environnementaux de plus en plus prégnants et à une prise de conscience grandissante quant à la nécessité de préserver nos ressources, de lutter et s'adapter au changement climatique, nous avons à cœur depuis plusieurs années de mettre en place des mesures concrètes pour promouvoir le développement durable dans notre département, en tant que territoire et en tant que collectivité.

Notre institution a en effet un rôle essentiel à jouer pour préserver le cadre de vie exceptionnel dont dispose la Seine-et-Marne. Riche de nombreuses forêts, de cours d'eau, d'une faune et d'une flore remarquables, notre département est un terrain idéal pour mettre en œuvre des initiatives durables.

À notre échelle, il est de notre responsabilité de tendre vers l'exemplarité dans le cadre des politiques publiques que nous menons. Une plus grande performance énergétique de nos collèges, une nouvelle stratégie pour préserver et valoriser auprès des Seine-et-Marnais la richesse de nos espaces naturels sensibles, une politique renforcée qui s'engage pour lutter contre les dépôts sauvages, sont tout autant de mesures concrètes qui répondent aux exigences environnementales.

Ce sont là de réelles opportunités pour bâtir, ensemble, un avenir meilleur pour les futures générations, pour préserver la richesse de notre patrimoine naturel et pour créer une collectivité plus solidaire et résiliente.

Très bonne lecture à tous.



UN RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE... DURABLE

Pourquoi un format numérique et un format papier ?

- La version numérique permet sa diffusion rapide et facile auprès du grand public via les infrastructures modernes.
- La version papier est transmise à tous les élus, et directions y compris les maisons départementales des solidarités, et mise à disposition des visiteurs à la direction de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture, ce support physique pouvant aussi être une préférence pour certains, souhaitant par exemple limiter leur consommation d'écrans, ou trouvant ce support plus confortable, plus facile à mémoriser, etc. Par ailleurs, le support papier reste disponible même en cas de problème de réseau électrique ou internet, etc.

Et l'impact environnemental ?

La version papier du RADD est publiée sur du papier PEFC, issu de forêts gérées durablement. Elle est imprimée par l'imprimerie départementale, labellisée Imprim'vert pour sa démarche de développement durable. Surtout, le nombre d'impressions est limité à environ 150 exemplaires car pensé en fonction du besoin constaté.

Que deviendra le RADD ensuite ?

Cette édition 2025 restera disponible jusqu'à diffusion de l'édition 2026, au-delà elle sera confiée aux archives départementales, pour contribuer à l'histoire de la collectivité.

Le présent RADD cherche l'exhaustivité des politiques menées. Il porte sur les actions menées en 2024.

Remerciements

La réalisation de ce RADD repose en grande partie sur les informations récoltées au sein des directions générales, directions et leurs services. La DEEA adresse sa reconnaissance plus particulièrement aux référents RADD, et plus largement à l'ensemble des agents ayant contribué de près ou de loin à la collecte et transmission de ces informations.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	P. 5
BILAN DES ACTIONS CONDUITES AU TITRE DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DU DÉPARTEMENT, ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE	P. 8
La Finance verte au service des projets d'avenir	p. 9
De nouvelles actions pour une collectivité toujours plus éthique et responsable	p. 10
Un Département employeur attractif et attentif à ses collaborateurs	p. 11
Une politique attractive de formation et d'accompagnement des parcours professionnels	p. 12
Santé, sécurité et bien-être au travail, facteurs d'épanouissement	p. 13
Vers une culture du « numérique responsable » au Département	p. 14
Un patrimoine bâti progressivement moins énergivore, plus sain et moins vulnérable au changement climatique	p. 15
Des véhicules pour les activités du Département progressivement plus propres et moins dépendants aux énergies fossiles	p. 16
Une politique de prévention et valorisation des déchets issus des activités du Département	p. 17
Le rôle clé de la commande publique pour des achats responsables	p. 18
BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER SOCIAL	P. 20
Le Département, chef de file de l'action sociale, évolue avec les spécificités croissantes de ses politiques publiques	p. 21
Une protection maternelle infantile et de promotion de la santé pour l'accès aux soins des Seine-et-Marnais	p. 22
Une politique ambitieuse pour une meilleure prévention et protection des enfants et des familles	p. 23
Une politique pour être exemplaire sur le handicap et un schéma de l'autonomie qui prépare l'avenir	p. 24
Une politique pour favoriser l'insertion et l'emploi des publics qui en sont éloignés	p. 25
Une politique renforcée de développement des formations supérieures et professionnelles axée sur l'égalité territoriale	p. 26
BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER ENVIRONNEMENTAL ET CADRE DE VIE	P. 28
Une Mission Europe tournée vers l'insertion sociale et contributrice d'une citoyenneté européenne	p. 29
Une politique contractuelle et le GIP ID77 en faveur d'un aménagement durable des territoires	p. 30
Le Département, acteur engagé pour la transition énergétique de la Seine-et-Marne	p. 31
Une politique pour préserver et valoriser le patrimoine naturel de la Seine-et-Marne	p. 32
Une politique de l'eau pour un territoire plus résilient aux phénomènes climatiques	p. 33
Une nouvelle stratégie de lutte contre les dépôts sauvages	p. 34
Une éducation au développement durable pour les citoyens de demain	p. 35
Une politique en faveur d'une offre culturelle équitable, plus durable, et contribuant à l'épanouissement de tous	p. 36
Une politique pour des activités sportives et de loisirs inclusives et éco-responsables	p. 37
L'habitat, une politique pour un habitat sobre en énergie et adapté aux situations	p. 38
Une politique pour une mobilité adaptée à la diversité des contextes territoriaux et aux besoins de la population	p. 39
BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER ÉCONOMIQUE	P. 40
Le développement de la fibre, vecteur d'attractivité et d'égalité territoriale	p. 41
Le soutien à une économie verte pour une activité agricole et sylvicole viable et engagée dans la transition agro-écologique et énergétique	p. 42
Le Département en soutien aux filières de production d'énergies décarbonées	p. 43
L'offre culturelle et touristique, une contribution à l'économie des territoires	p. 44
LES CHIFFRES CLEFS	P. 48

PRÉAMBULE

Le rapport annuel « développement durable », un outil au service des élus

La production d'un rapport annuel de développement durable (RADD) est une obligation réglementaire. Son objectif est d'analyser comment l'action politique contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Le Département de Seine-et-Marne a fait le choix d'analyser, à travers le prisme des ODD, toutes les grandes politiques engagées ayant trait au social, à l'environnement et au cadre de vie, et à l'économie, suivant les 3 piliers du développement durable.

Sur les 17 ODD, le Département a retenu les ODD 1 à 16. L'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs », qui traite principalement des politiques en faveur des pays en voie de développement, a été exclu, car il ne s'agit pas aujourd'hui d'un levier d'action retenu par l'exécutif. Les partenariats locaux ont été intégrés dans l'ODD 16, paix, justice et institution efficace.

Le RADD présente une appréciation du niveau d'impact de chaque politique sur les 16 ODD considérés, suivant une méthode construite avec les référents RADD. Ainsi, en identifiant les marges de manœuvre, le RADD devient un véritable outil d'aide à la décision pour les élus du Département, pour la définition des politiques publiques, à l'image d'autres bilans, mais ici sous l'angle du développement durable.

Niveau	Représentation	Niveau d'impact de la politique sur l'objectif de développement durable
0		Pas de lien a priori à court/moyen terme entre la politique et l'objectif de développement durable (ODD) La politique du fait de son objectif, son périmètre, ses modalités potentielles de mise en œuvre, ne permet pas d'agir a priori sur cet ODD.
1		Impact potentiel théorique Impact possible (dans des limites de moyen raisonnable), mais l'objectif n'est aujourd'hui pas traité à travers les modalités de mise en œuvre.
2		Impact indirect Au moins de niveau 2 dans une chaîne d'impact.
3		Impact direct limité / faible Modalités et/ou cadre de mise en œuvre non pérennisés / en dehors d'une stratégie d'ensemble / Impacts faibles (périmètre limité, autres leviers / autres acteurs plus contributifs).
4	+	Impact direct significatif Impact significatif / Cadre de mise en œuvre pérenne, global et cohérent.
5	++	Impact direct majeur Impact majeur / exemplarité : dépassement des obligations réglementaires et/ou portage et engagement politique fort et/ou dans la durée.

Libellé de l'ODD

Cibles adaptées au Département
de Seine-et-Marne

1 PAS DE PAUVRETÉ 	Éliminer l'extrême pauvreté.	Accès aux ressources et aux services de base - Protection sociale - Vulnérabilité et résilience des plus pauvres.
2 FAIM «ZÉRO» 	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.	Faim - Alimentation saine - Malnutrition - Productivité et petits exploitants - Agriculture performante, viable et résiliente - Marchés de denrées alimentaires - Diversité génétique.
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 	Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.	Mortalité maternelle, prématiale et infantile - Maladies transmissibles et non transmissibles - Risques professionnels - Santé sexuelle et procréative - Conduites addictives - Santé - Environnement - Services de santé - Accidents de la route.
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 	Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.	Éducation scolaire pour tous - Soins et éducation préscolaires - Formation professionnelle - Compétences et accès à l'emploi - Éducation pour le développement durable - Égalité des chances - Apprentissages fondamentaux - Connaissances sur le développement durable pour tous.
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 	Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.	Lutte contre les discriminations - Lutte contre les violences faites aux femmes et filles - Politique d'égalité - Participation et accès aux postes de directions - Santé sexuelle et procréation.
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 	Garantir l'accès à tous à l'eau et à l'assainissement, et assurer une gestion durable des ressources en eau.	Accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et d'hygiène à un coût abordable - Qualité de l'eau - Gestion durable et intégrée des ressources en eau - Protection et restauration des écosystèmes.
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABDORABLE 	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.	Accès aux services énergétiques à un coût abordable - Énergie renouvelable et de récupération - Efficacité énergétique.
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.	Productivité économique - Développement des TPE et PME - Croissance économique durable - Plein emploi et travail décent - Accès des jeunes à l'emploi et la formation - Droit et sécurité au travail - Tourisme durable - Mise en valeur des cultures et produits locaux - Accès aux services bancaires, financiers et assurances.
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 	Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.	Infrastructures de transport, réseaux et industrialisation durables, résilientes et accessibles - Accès aux technologies de l'information et des communications.
10 INÉGALITÉS RÉDUITES 	Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.	Évolution des revenus des plus pauvres - Autonomisation et intégration sociale, économique et politique de tous - Égalité des chances.

	Libellé de l'ODD	Cibles adaptées au Département de Seine-et-Marne
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.	Accès à un logement décent - Transports sûrs, accessibles et viables - Urbanisation durable - Préservation du patrimoine culturel et naturel mondial - Réduction exposition aux catastrophes naturelles - Développement des villes moins impactant (air, déchets) - Espaces verts et espaces publics sûrs pour tous.
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 	Établir des modes de consommation et de production durables.	Gestion durable des ressources naturelles - Gaspillage alimentaire - Gestion écologique des déchets et des produits chimiques - Réduction des déchets - Marchés publics durables - Information et connaissance sur le développement durable pour tous.
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.	Résilience - Adaptation - Atténuation - Politiques climatiques.
14 VIE AQUATIQUE 	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.	Réduction de la pollution en mer (déchets, nutriments).
15 VIE TERRESTRE 	Préserver et restaurer les écosystèmes continentaux en les exploitant durablement, gérer durablement les forêts, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols, mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.	Préservation des écosystèmes continentaux y compris les milieux aquatiques hors marins et littoraux - Gestion durable des forêts - Préservation des sols - Biodiversité et espèces menacées - Espèces envahissantes.
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques ouvertes à tous aux fins du DD, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.	Maltraitance et exploitation des enfants - Institutions efficaces, responsables - Participation et représentation de tous les niveaux dans les décisions - Accès public à l'information et protection des libertés fondamentales.

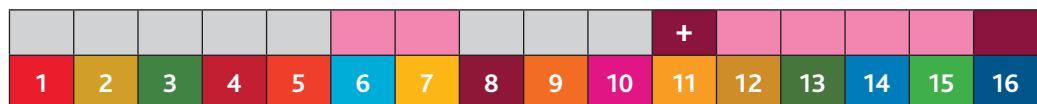


BILAN DES ACTIONS CONDUITES AU TITRE DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DU DÉPARTEMENT, ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE



LA FINANCE VERTE AU SERVICE DES PROJETS D'AVENIR

La Seine-et-Marne a choisi de faire de son budget un outil de transition. Avec la budgétisation verte, nous orientons nos investissements vers des projets durables, concrets et mesurables, afin que chaque euro engagé prépare un territoire plus résilient. Jean-François Parigi



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Établir un budget vert permettant de suivre l'impact environnemental des investissements **16**

Faire appel à des emprunts verts pour les investissements visant la transition écologique **6 7 11 12 13 14 15**

Des actions exemplaires

Une méthode pour construire la budgétisation verte des dépenses d'investissement

En application du Pacte vert pour l'Europe de décembre 2019, la loi de Finances pour 2024 introduit, pour les collectivités territoriales et établissements publics de plus de 3 500 habitants, l'obligation d'une démarche de budgétisation verte des dépenses d'investissement. Ainsi, l'annexe au compte administratif ou compte financier doit présenter, à compter de 2024, les dépenses d'investissement ayant un impact, négatif ou positif, sur différents objectifs de la transition écologique. Cette démarche progressive vise pour 2024 l'atténuation du changement climatique. L'année 2024 a été consacrée, pour le Département, à construire la méthode qui sera appliquée, en 2025, au compte administratif 2024.



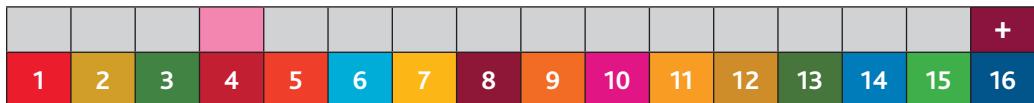
Les banques accompagnent le Département dans ses choix en faveur de la transition écologique

Aujourd'hui, les banques sont sensibles à ce que les investissements d'avenir respectent l'environnement. Ainsi, tous les ans, le Département présente ses projets d'investissements à ses partenaires financiers, qui peuvent réaliser un suivi afin de s'assurer que les engagements pris sont respectés. Ainsi, la Banque Européenne d'investissement qui prête au Département sur des projets d'éducation vient régulièrement s'assurer que les collèges que la collectivité construit ou rénove consommeront moins d'énergie pour le même confort dans les prochaines décennies. La Banque des territoires qui accompagne régulièrement le Département dans ses projets d'investissement a financé en 2025, le projet du TZEN, moyen de transport collectif permettant une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre.



DE NOUVELLES ACTIONS POUR UNE COLLECTIVITÉ TOUJOURS PLUS ÉTHIQUE ET RESPONSABLE

La confiance des Seine-et-Marnais est précieuse. Nos audits, nos formations et nos actions de sensibilisation renforcent une culture éthique commune, au service d'une collectivité exemplaire. Jean-François Parigi



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

La recherche d'une meilleure prise en charge des usagers grâce au contrôle de gestion 16
Audits sur des organismes associés

La lutte contre les atteintes à la probité pour améliorer la confiance des usagers 4 16
Sensibilisation et formation sur la probité

Des actions exemplaires

Des audits pour une gestion financière toujours plus responsable

Dans un contexte de tensions budgétaires, le Département réalise des études afin d'optimiser l'utilisation des fonds publics, pour une gestion toujours plus responsable. Dans ce cadre, 4 audits ont été menés sur des organismes associés : le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), Seine-et-Marne environnement, Seine-et-Marne attractivité et l'île de loisirs de Buthiers. Ces travaux permettent d'approfondir la connaissance de leur fonctionnement et de leurs coûts, pour proposer aux élus des recommandations visant à l'optimisation financière.



Formation des managers et sensibilisation des agents à la probité



14 sessions de formation sur la prévention des atteintes à la probité ont été organisées pour les managers, pour leur permettre de mieux appréhender les enjeux liés à la lutte contre la corruption et d'être à même de reconnaître les comportements susceptibles de correspondre à l'une des six infractions définies par le code pénal : corruption, trafic d'influence, détournement de fonds publics, prise illégale d'intérêts, favoritisme et concussion.

Parallèlement, les premières actions de sensibilisation ont été menées auprès de l'ensemble des agents sous forme de webinaires. Cette démarche d'acculturation contribue progressivement à créer un environnement de travail éthique et responsable, où chacun est engagé dans la prévention des atteintes à la probité.



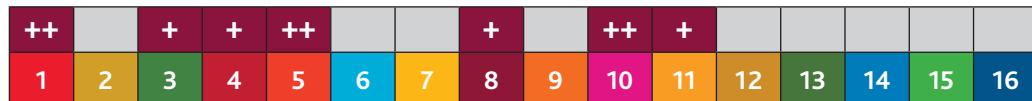
Communication interne autour de la démarche anticorruption

Tout au long de l'année 2024, des actions de communication ont été mises en place en interne autour de la démarche anticorruption, sur des thèmes aussi variés que la prévention des conflits d'intérêts, l'utilisation des moyens de la collectivité, la démarche de cartographie des risques ou encore les actions de sensibilisation et de formation auprès des agents. À noter également la diffusion d'un quiz pour célébrer le premier anniversaire de la charte de déontologie.



UN DÉPARTEMENT EMPLOYEUR ATTRACTIF ET ATTENTIF À SES COLLABORATEURS

Le Département est l'un des premiers employeurs de Seine-et-Marne. Nous nous engageons à valoriser les agents, à soutenir leur pouvoir d'achat et à promouvoir l'égalité professionnelle, afin de rester une collectivité exemplaire et attractive. Jean-François Parigi



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des agents ① ⑩

Revalorisation salariale pour les plus faibles revenus - Revalorisation de l'indemnité des assistants familiaux dans le cadre du partenariat pour le service départemental d'accueil d'urgence des enfants

La poursuite d'une dynamique d'attractivité, s'axant aussi sur l'emploi local

Forum de l'emploi

Un nouveau plan égalité professionnelle femme – homme 2024-2026 ⑤ ⑧ ⑪

Lutte contre les violences sexuelles, sexistes, harcèlement - Représentation des femmes dans les postes d'encadrement - Mission pour l'égalité femmes-homme et Plan pour l'égalité professionnelle

Une implication du Département pour l'accueil et le maintien dans l'emploi ① ③ ④ ⑧ ⑩

Accompagnement des personnes en situation de handicap et/ou dans une démarche de reconnaissance de leur handicap - Accompagnement au reclassement pour les agents déclarés inaptes - Formation et insertion professionnelle des jeunes - Non-discrimination pour le recrutement

Des actions exemplaires

Publication de l'index sur l'égalité professionnelle femmes-hommes

Suite à la publication du décret du 13 juillet 2024 relatif à la mesure et à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale, le Département a publié sur son site internet les résultats 2023 de son rapport social unique, montrant un très bon résultat sur le volet de l'égalité professionnelle (95 points sur 100). Cela confirme le caractère exemplaire du Département quant à sa politique égalité professionnelle femme – homme.



Partenariat avec l'école de médecine pour l'accueil des internes en médecine



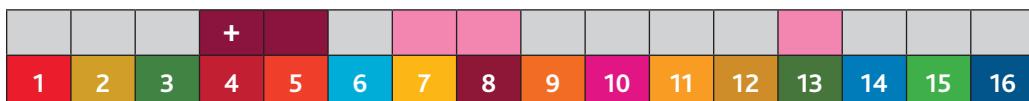
Face au phénomène de désertification médicale qui s'accentue, le Département s'engage pour garantir à chaque citoyen une offre de soins complète et de qualité. Dans le cadre du plan de reconquête de l'offre médicale initié en 2020, un travail trans-directions a été mené afin de permettre à des internes en médecine de réaliser un stage de 6 mois au sein des services de protection maternelle infantile et santé sexuelle (PMI2S) des maisons départementales des solidarités (MDS). Ce dispositif innovant permet de partager les expériences, d'inciter les professionnels de santé à rejoindre les services de PMI2S, et d'engager les médecins travaillant pour le Département dans une dynamique de formation continue et de pédagogie par le partage avec les étudiants de la spécificité de leurs missions, mais aussi de leur faire bénéficier du statut de praticien agréé-maître de stage des universités. Fin 2024, quatre médecins du Département ont ainsi été formés et préparés à transmettre leur savoir-faire pour former une nouvelle génération de professionnels de santé engagés auprès des Seine-et-Marnais.



UNE POLITIQUE ATTRACTIVE DE FORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS PROFESSIONNELS

*Former tout au long de la vie est essentiel.
Nous investissons pour que chaque agent
dispose d'outils adaptés, afin de développer ses
compétences et d'accompagner les transitions
technologiques et écologiques.*

Nathalie Beaulnes-Sereni



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS



Une offre de formations qualifiantes et innovantes 4 5 8 13

Formation sur la prévention des violences sexuelles et sexistes au travail - Consolidation des savoirs de base et lutte contre l'illettrisme - Formation et accompagnement des agents (bilan de parcours professionnel, plan individuel de compétences) - Réduction des émissions de GES par les formations à distance

Un dispositif d'accompagnement et d'information tout au long de la vie professionnelle 4 7 8 13

Formation et insertion professionnelle des jeunes (apprentis et stagiaires) – Formations en lien avec le Schéma directeur de l'énergie (SDE) - Matinée des managers pour sensibiliser sur les bonnes pratiques et la non-discrimination – École des Métiers - "Vis mon job" - Webinaires « DRH à votre écoute »

Des actions exemplaires

Développer la formation tout au long de la vie professionnelle

Le budget consacré à la formation professionnelle s'est élevé à 2,2 millions d'euros en 2024 (hors cotisation CNFPT). 3 759 agents ont ainsi bénéficié d'au moins une formation en 2024, auprès d'organismes externes et du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Près de 930 sessions internes ont été animées au sein du Département.

Transformer les pratiques managériales

Le Département a engagé, au 1^{er} trimestre 2024, une refonte du parcours de formation destiné aux encadrants, afin de favoriser l'acquisition d'une culture managériale commune, favoriser les échanges de pratiques et initier de nouvelles pratiques. Plusieurs formations structurantes ont été approfondies pour améliorer la collaboration et la transversalité entre les directions et services, favoriser l'acquisition de « soft skills », tout en favorisant la flexibilité des apprentissages par le distanciel.



Des formations pour renforcer la sobriété énergétique des bâtiments et préserver l'environnement

Dans le cadre du Schéma directeur de l'énergie (SDE) du Département, élaboré afin d'atteindre les objectifs réglementaires qui imposent de réduire fortement la consommation énergétique des bâtiments, 10 actions ont été identifiées afin de répondre à cet enjeu de sobriété énergétique. L'action phare est la généralisation des contrats de performance énergétique.

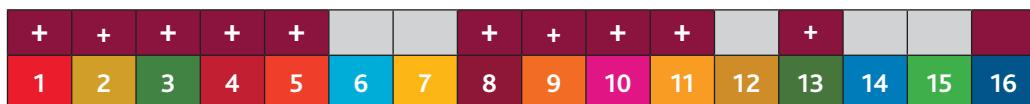
La plupart des actions portées par le SDE nécessitent un fort appui des agents de maintenance au sein des collèges, des maisons départementales de solidarité et des bâtiments administratifs, qu'il est donc nécessaire de former afin qu'ils contribuent à atteindre les objectifs fixés : 40 agents ont ainsi été formés en 2024, sur 100 agents recensés.



SANTÉ, SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL, FACTEURS D'ÉPANOUISSSEMENT

La sécurité et la santé de nos agents sont une priorité. La prévention des risques, la qualité des conditions de travail et l'innovation illustrent notre engagement à garantir un environnement de travail sûr et exemplaire.

Daisy Luczak



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Des actions pour prévenir les risques professionnels et protéger les agents 3 4 8

Plan d'action contre les violences externes - Prévention des risques professionnels et psychosociaux (formation, accompagnement, outils, ergonomie, addictions...) - Actions pour la qualité de vie au travail (accompagnement, fourniture de vêtements de travail, ergonomie des postes, équipements de protection individuels, prévention des risques professionnels, etc.)

Une politique pour aider à concilier vie professionnelle et vie personnelle 1 2 5 8 9 10 11 13 16

Aide sociale (difficultés financières, prévoyance complémentaire, restauration et rentrée scolaire, adhésion clubs sportifs et activités culturelles...) - Outils numériques pour le télétravail - Intégration des nouveaux agents - Aide à la garde des enfants - Logements sociaux réservés - Réduction des GES, frais de carburants et risques d'accidents routiers avec le télétravail - Co-construction d'outils

Des actions exemplaires

Expérimentation d'exosquelettes afin de réduire les contraintes articulaires et musculaires



Après une validation des aptitudes médicales des 8 agents pré-identifiés, le Département a expérimenté l'intégration d'exosquelettes pour des tâches de manutention manuelle de charge et d'entretien des véhicules (concernant le parc des véhicules), la vaisselle (concernant les collèges), et pour les tâches répétitives et identiques (concernant les routes départementales).

Les retours des agents sont globalement positifs, cependant concernant les collèges, les tâches effectuées requièrent une multiplicité de mouvements qui limitent les bénéfices de l'exosquelette, nécessitant d'attendre des évolutions techniques dans ce domaine.

Poursuite du déploiement des vêtements de travail pour les agents des collèges

En 2023, le Département a doté en vêtements de travail les 1 400 agents du Département répartis dans les 132 collèges publics du territoire. Depuis 2024, la dotation porte désormais sur le renouvellement des vêtements initiaux qui ont été détériorés, dans le but de maintenir un équipement homogène et de bonnes conditions de travail.



Publication de guides pour la prévention et la gestion des actes de violence externes

Des guides spécifiques aux managers et aux agents ont été diffusés en interne, pour aider à la compréhension du phénomène, connaître les principes à respecter et savoir comment gérer un cas de violence externe, sur le moment ainsi que dans les heures et les jours qui suivent.



9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



11 VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



12 CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



14 VIE
AQUATIQUE



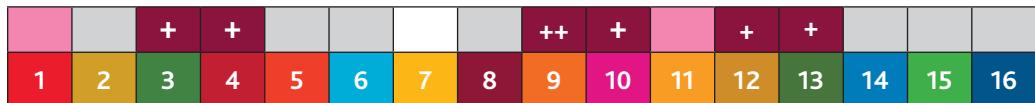
15 VIE
TERRESTRE



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES

VERS UNE CULTURE DU « NUMÉRIQUE RESPONSABLE » AU DÉPARTEMENT

Le numérique est une chance, à condition d'être utilisé de manière responsable. En renforçant la cybersécurité, en accompagnant les usages et en prolongeant la durée de vie de nos équipements, nous contribuons à réduire l'empreinte écologique du Département tout en construisant une administration moderne et performante. Daisy Luczak



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Vers un espace numérique enrichi et mieux sécurisé ④ ⑨

Sensibilisation sur la cybersécurité et accompagnement à la prise en main des outils - Nouveaux outils collaboratifs et services pour un usage du numérique responsable

Télétravail : un cadre repensé pour le bien-être, l'engagement et la performance ① ③ ⑩ ⑪ ⑫ ⑬

Gain de pouvoir d'achat – Bien-être numérique à distance : poste de travail ergonomique et services connectés – Meilleure intégration du télétravail et du distanciel – Réduction des nuisances liées aux déplacements (pollutions, gaz à effet de serre) – Réduction des déchets

Des actions exemplaires



Des outils pour sensibiliser les agents à la cybersécurité

En 2024 s'est développé un réseau de référents RGPD dans chaque direction, formés et sensibilisés, jouant un rôle clé dans la diffusion d'une culture de la protection des données, facilité par leur proximité avec les agents.

Le Cybermois d'octobre a été l'occasion du lancement de Kamaé, interface ludique de sensibilisation et de compréhension des risques cyber (tant dans la sphère professionnelle que personnelle) dédiée à tous les agents. Les connexions régulières des agents montrent une forte appropriation de cette solution.

Les « Mardis de la sécurité », instaurés sous forme de sessions thématiques régulières, permettent d'approfondir des points précis et favorisent un apprentissage progressif et ciblé.

Bien-être numérique à distance : poste de travail ergonomique et services connectés

De nouveaux accès sécurisés aux applications sont déployés, permettant aux agents de se connecter aux outils métiers à distance (notamment les visioconférences et tchat dont les usages ont progressé), dans des conditions optimales de sécurité.

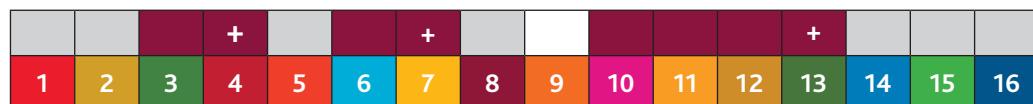
Parallèlement, la plateforme Zoom a connu des évolutions notables, avec l'intégration de nouvelles fonctionnalités facilitant la planification de réunions, en distanciel comme en présentiel, ainsi que la réalisation d'enquêtes en ligne. Ces améliorations ont largement contribué à faire de Zoom un outil central, pleinement intégré dans les pratiques de travail collaboratif, y compris à distance.

Enfin, l'ouverture du système d'information à certains partenaires a permis de renforcer la collaboration interservices et de simplifier la gestion de dossiers partagés, au plus près des besoins des usagers.



UN PATRIMOINE BÂTI PROGRESSIVEMENT MOINS ÉNERGIVORE, PLUS SAIN ET MOINS VULNÉRABLE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Nos collèges et bâtiments départementaux deviennent plus sobres et résilients. En rénovant et en réduisant la consommation énergétique, nous préparons des infrastructures durables, adaptées aux générations futures. **Christian Robache***



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Répondre aux besoins des jeunes Seine-et-Marnais et des usagers des bâtiments 4 10

Construction et équipement des collèges – Mise en conformité accessibilité des bâtiments

Mobiliser des moyens et planifier pour répondre à l'ambition du décret tertiaire

Généralisation des CPE, autoconsommation d'énergie renouvelable, recherche de financement en mat

chaleur renouvelable, suivi des consommations, gestion et maintenance assistée par ordinateur (GMAO), performance énergétique du bâti, confort d'été, sensibilisation des élus et agents, professionnalisation des agents d'entretien technique

Renforcer la qualité environnementale des bâtiments et de leur entretien 3 6 7 11 12 13

Bâtiments propices à la santé et au bien-être (HQE, bois...) – Réduction des consommations en eau - Analyse de la qualité de l'air intérieur – Nettoyage écologique des bâtiments

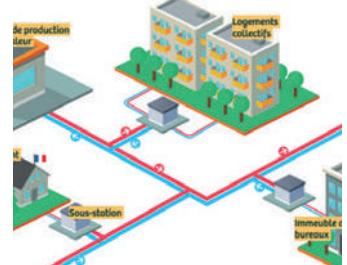


Des actions exemplaires

Poursuite de la généralisation des contrats de performance énergétique (CPE)

Le Département a engagé la généralisation des CPE sur tout son patrimoine bâti. 55 collèges ont intégré cette démarche en 2017 ; ils seront rejoints par 35 autres sites à partir de 2025. Le reste du parc sera concerné à partir de 2028, en fonction des provisions budgétaires.

L'année 2024 a été consacrée à la sélection du prestataire, sous la forme d'un dialogue compétitif intégrant notamment l'installation d'une pompe à chaleur géothermique dans 2 collèges à minima, le remplacement de tous les luminaires par des LED, la réalisation de certains travaux déjà identifiés par les services.



3 nouveaux raccordements à un réseau de chaleur urbain (RCU)

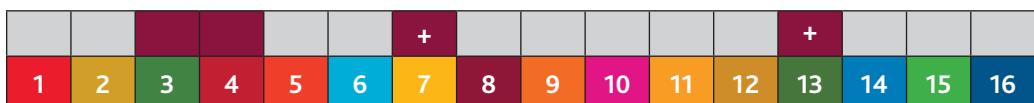


La recherche de performance énergétique des bâtiments départementaux s'appuie aussi sur leur raccordement aux RCU. Ce développement s'est appuyé sur le programme EnR'Choix de l'ADEME, qui accompagne les collectivités dans la planification et la simulation de scénarios énergétiques les plus pertinents sur les plans écologiques, économiques et sociaux. En 2024, 3 bâtiments ont été raccordés à un RCU : la nouvelle maison départementale des solidarités de Coulommiers, ainsi que 2 collèges de Lagny-sur-Marne auparavant chauffés au gaz. Le raccordement des collèges a permis d'économiser le rejet de 183 tonnes de CO₂, l'équivalent de 108 allers-retours Paris – New-York en avion.

DES VÉHICULES POUR LES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT PROGRESSIVEMENT PLUS PROPRES ET MOINS DÉPENDANTS AUX ÉNERGIES FOSSILES

La transition énergétique s'incarne aussi dans notre flotte. BioGNV, véhicules électriques et mobilités douces sont déployés au service d'une collectivité plus exemplaire et plus respectueuse de l'environnement.

Brice Rabaste



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS



Un mix énergétique adapté aux catégories et usages des véhicules internes **3 4 7 13**

Véhicules plus performants et plus sûrs – Mobilités actives (vélos électriques) - Énergies renouvelables décarbonées – Véhicules à faibles émissions - Formation à l'éco-conduite

Des actions exemplaires

Une flotte en renouvellement et qui se décarbone progressivement

La flotte du Département dédiée à l'entretien des routes départementales continue sa transition énergétique, avec en 2024 l'acquisition d'un tracteur et la commande d'un nouveau poids-lourds, roulant au bioGNV. L'objectif est de posséder 10 poids-lourds roulant au bioGNV d'ici 2030.

En parallèle, afin de garantir des déplacements toujours plus performants et plus sûrs, les véhicules légers sont régulièrement renouvelés : en 2024, 81 nouveaux véhicules (parmi lesquels plusieurs véhicules électriques ou hybrides) ont rejoint le parc interne, 43 en étant sortis, amenant à un total de 819 véhicules. Ainsi, 43 % du parc est âgé de 6 ans ou moins.



Acquisition de 5 vélos électriques



Pour les déplacements professionnels entre sites proches (notamment dans l'agglomération melunaise), les agents qui le souhaitent peuvent désormais compter sur 5 vélos électriques qui ont été acquis en 2024, accompagnés de casques, gilets fluorescents et antivols dédiés. Le moteur électrique apporte un soutien à l'effort bienvenu pour le confort d'utilisation de cette mobilité active, notamment en été ou encore pour compenser les dénivelés importants du centre de Melun.



Formation à l'éco-conduite

Utiles tant dans le milieu professionnel que personnel, les formations à l'éco-conduite ont pour objectifs de sensibiliser les collaborateurs aux techniques de réduction de la consommation de carburant, des émissions de CO₂ mais également de limiter les accidents « responsables » sur la flotte automobile du Département. 20 agents ont bénéficié d'une formation en 2024, dispensée par un membre de l'équipe chauffeurs du service en charge de la gestion des véhicules internes.

Fiche formation

ECOCONDUITE ET CONDUITE APAISEE

CODE STAGE :
SFS1194

Prévention Hygiène et Sécurité
Conduite et transports

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

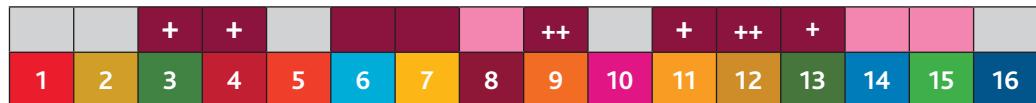
- Connaitre les moyens de réduire sa consommation de carburant
- Adopter une conduite plus sûre



UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS ISSUS DES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT

Avec 346 millions d'euros d'achats annuels, la commande publique est un levier puissant. En intégrant des clauses sociales et environnementales, nous faisons de nos marchés un moteur de transition.

Daisy Luczak



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Vers une empreinte papier allégée et une amélioration

continue de la valorisation des anciens équipements électroniques **9 12 13 15**

Politique d'impression centralisée et de dématérialisation - Optimisation de la création - Collecte et valorisation des DEEE - Label Imprim'Vert - Papier d'origine durable

Vers une restauration collective plus durable **4 7 8**

Tables de tri et sensibilisation des élèves - Valorisation des biodéchets (biométhane, compost) - Emplois locaux (marché biodéchet)

Un nettoiement des locaux moins impactant pour l'environnement et la santé des agents **3 8 12 14**

Mécanisation et méthode de pré-imprégnation (amélioration des conditions de travail des agents des collèges, économies d'eau et de détergent)

Le Département, pionnier dans la gestion durable des matériaux des routes départementales **6 9 11 12 13**

Préservation des ressources en eau - Matériaux recyclés et recyclage des matériaux des RD

Des actions exemplaires

Renouvellement de la démarche de valorisation des déchets électroniques

Les déchets de matériel informatique, de téléphonie etc. des bureaux du Département et des collèges font l'objet d'une collecte dédiée pour recyclage (82 % de recyclage en 2024). Le Département a renouvelé fin 2024 son marché pour la collecte et valorisation des déchets électriques et électroniques et d'effacement de données. Le nouveau prestataire est une entreprise adaptée (dont plus de la moitié des effectifs sont en situation de handicap), qui favorise dans l'ordre le réemploi et le recyclage (plutôt que l'incinération et l'enfouissement).



Le label Imprim'vert reconduit, reconnaissance de la démarche responsable de l'imprimerie départementale



Ce label est attribué sur la base d'un cahier des charges comportant notamment l'élimination conforme des cartouches usagées et la sensibilisation du personnel. Des boîtes de récupération de papier-verso vierge, afin d'en confectionner des blocs brouillon, ont été installées sur 3 sites supplémentaires (soit 13 au total en 2024). Le Département a optimisé ses formats de création pour réduire au maximum la gâche de papier à la production.

Poursuite et élargissement de la valorisation des biodéchets

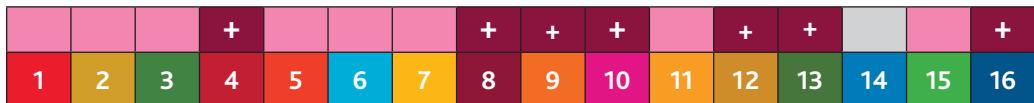
La collecte des déchets alimentaires des collèges (cuisine et sortie de plateaux) se poursuit et s'élargit, permettant de produire du biométhane et du fertilisant plutôt que de brûler les déchets alimentaires, constitués majoritairement d'eau. Le Département a conclu un marché permettant l'ajout, dès la fin 2024, de 54 établissements supplémentaires aux 30 collèges déjà concernés. Ce nouveau marché a été élaboré avec des critères renforçant la limitation des impacts liés aux transports, en privilégiant les motorisations plus propres et décarbonées (notamment le bioGNV) et les courtes distances aux sites de déconditionnement et de valorisation par méthanisation ou compostage. Les biodéchets seront valorisés par méthanisation à Nangis, Réau et Stains (93), et à terme par compostage à Jaignes.



LE RÔLE CLÉ DE LA COMMANDE PUBLIQUE POUR DES ACHATS RESPONSABLES

La Seine-et-Marne place la solidarité au cœur de son action. Nos politiques sociales évoluent pour mieux répondre aux besoins des familles, des personnes fragiles et des territoires, avec proximité et efficacité.

Bernard Cozic



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS



Une commande publique mieux encadrée ④ ⑫ ⑯

Formation interne marchés publics (volet développement durable) - Simplification de la commande publique

Des marchés socio-responsables ① ② ③ ⑤ ⑧ ⑨ ⑩ ⑪ ⑬ ⑯

Clauses sociales (insertion) - Respect des obligations sur l'égalité professionnelle femme-homme pour candidater aux marchés publics - Accès des TPE/PME - Dématérialisation - Marchés publics réservés - Accès public à l'information / partenariats (comité départemental insertion ; salon de l'achat public)

Des clauses environnementales pour des marchés éco-responsables ⑥ ⑦ ⑪ ⑫ ⑬ ⑮

Gestion durable et intégrée des ressources - Résilience, atténuation et adaptation au changement climatique

Des actions exemplaires

Adoption du Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (Spaser)

Adopté en 2024, ce schéma vise à poursuivre et à amplifier les actions déjà engagées par le Département en intégrant davantage de dispositifs environnementaux et sociaux dans ses marchés publics. Avec ses 346 millions d'euros d'achats en 2024, le Département entend faire de sa commande publique un puissant levier au service de l'atteinte des objectifs fixés par le Spaser en faveur de la transition écologique, de l'inclusion sociale pour les personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap mais aussi du développement des TPE/PME sur les territoires.

AXE 1 FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL, DURABLE ET SOCIAL



AXE 2 ASSURER UN MANAGEMENT RESPONSABLE DES ACHATS



AXE 3 ASSURER L'EFFICIENCE ÉCONOMIQUE DES ACHATS



Signature de la charte Relation fournisseurs achats responsables (RFAR)

À l'occasion de la 3^e édition de l'achat public départemental (plus de 400 participants), le Département a co-signé avec le médiateur des entreprises et le Conseil national des achats, la charte RFAR. Ainsi il s'engage, en cohérence avec son Spaser, à poursuivre l'optimisation des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs pour une relation équilibrée et durable, au travers d'un plan de progrès pluriannuel classé par priorité d'action autour de 10 engagements.

Simplification de la commande publique par des marchés de gré à gré avec exclusivité

Le Département a simplifié le formalisme lié à la passation des marchés, permettant ainsi de négocier dans un cadre juridique sécurisé. Cette démarche a permis de réduire le délai de passation des marchés de 9 mois à 3 mois, et encourage la préparation en amont des échanges avec les fournisseurs, favorisant ainsi des négociations plus efficaces tout en contribuant à éviter ou réduire les régularisations administratives et techniques, et à promouvoir une relation durable et collaborative avec les fournisseurs.







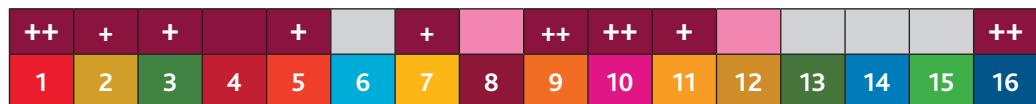
BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER SOCIAL



LE DÉPARTEMENT, CHEF DE FILE DE L'ACTION SOCIALE, ÉVOLUE AVEC LES SPÉCIFICITÉS CROISSANTES DE SES POLITIQUES PUBLIQUES

La PMI est un service public crucial. Elle accompagne les familles, protège les enfants et soutient la santé maternelle et infantile, en proximité sur tout le territoire.

Anne Gbiorczyk



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Le Département coordonnateur des solidarités ① ⑦ ⑨ ⑩ ⑯

Politique sociale et médico-sociale pour les publics en difficulté - Rénovation des foyers d'urgence / ESMS - Dématérialisation des dossiers et des demandes aux services sociaux - Partenariats renforcés à travers de nouveaux schémas : Schéma de l'autonomie, Schéma handicap, Plan départemental d'insertion et de retour vers l'emploi, Schéma départemental protection des enfants et des familles, etc.

Des lieux d'accueil de proximité pour les Seine-et-Marnais qui continuent à se déployer ③ ④ ⑧ ⑨ ⑩ ⑫

Accès des plus vulnérables à la santé et à l'accompagnement social : maison départementale des solidarités (MDS), points autonomie territoriaux (PAT) - Accès aux services numériques dans toutes les MDS - Sensibilisations et actions sur les consommations en MDS

Un soutien pour satisfaire les besoins fondamentaux des Seine-et-Marnais ① ② ③ ⑤ ⑩ ⑪ ⑯

Soutien aux associations caritatives pour les besoins fondamentaux (aides alimentaire, vestimentaire et financière, logement, santé, vacances, culture), lutte contre les violences intrafamiliales, accès aux droits, insertion sociale et médico-sociale) – Aide à la restauration des collégiens (Cantinéo77)

Des actions exemplaires

Les MDS engagées pour réduire l'impact environnemental de leur activité

Les MDS mettent en œuvre de bonnes pratiques dans leur fonctionnement interne pour limiter les impacts environnementaux de leur activité. La MDS de Chelles s'est notamment engagée dans une démarche « MDS verte ». Elle sensibilise les agents sur les impacts du numérique, les consommations de papier, la gestion des déchets, et partage des solutions (gestion des mails, des impressions, utilisation de gourdes et tasses, etc.). La MDS projette de mettre en place des actions collectives à destination du public autour de l'écologie et des ODD. Des actions sont aussi menées par la MDS de Provins (éclairage économe, suppression des produits jetables en cuisine : essuie-main, distributeur de liquide vaisselle, vaisselle non jetable, etc.).

Projet MDS Verte



Une mobilisation des fonds européens au bénéfice des publics en grande difficulté



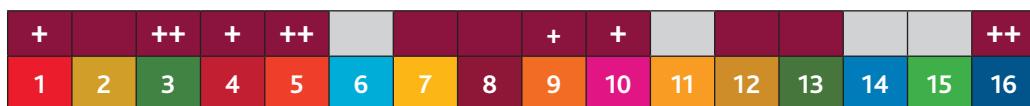
Le programme national Fond social européen + soutient, par un co-financement, les mesures d'accompagnement social qui recoupent celles mises en place par le Département au sein de ses MDS. Lancé de façon expérimental en 2024, il permettra à terme d'une part de valoriser 2 postes existants au sein de chacune des 14 MDS et d'autre part de rendre visible au niveau de l'Europe l'action du Département en faveur d'un public vulnérable, s'agissant ici des bénéficiaires des minimas sociaux.



UNE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ POUR L'ACCÈS AUX SOINS DES SEINE-ET-MARNAIS

Prévenir les risques, protéger les enfants et préparer leur autonomie : telles sont les ambitions du Département pour offrir à chaque jeune un avenir digne et sécurisé.

Anne Gbiorczyk



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Apporter avec la PMI un service public d'accueil, de conseils et de consultations pour les femmes enceintes et les enfants de 0 à 6 ans ainsi que leurs parents 1 2 3 4 5 7 8 10 12 13 16

Accès à la santé, conseils sur l'alimentation du nourrisson, protection de l'enfance, éducation à la vie affective et sexuelle, partenariats - Soutien aux établissements d'accueil du jeune enfant : guide « canicule », crèches à vocation insertion professionnelle... - Fonctionnement responsable : véhicules électriques, clauses éthiques des marchés, efficacité (dématérialisation)

Faciliter l'accès à la contraception et lutter

contre les violences intrafamiliales avec les centres de santé sexuelle 3 4 5 10 16

Mobilisation des professionnelles : infirmières de planification, sage-femme, conseillère conjugale et familiale (action dans les collèges et lycées) – Offre IVG médicamenteuse

Déployer des outils de lutte contre la désertification médicale 3 8 9

Attractivité pour les professionnels de la santé - Télécabines médicales

Des actions exemplaires

Prévenir les violences faites aux femmes et les protéger

Le Département agit pour lutter contre les violences intra familiales et faites aux femmes, avec une prise en charge adaptée des conséquences physiques, psychologiques, sanitaires et sociales. Les sages-femmes, puéricultrices, conseillères conjugales, pédiatres, sensibilisés à cette thématique, agissent sur les volets prévention et protection. Lorsqu'une situation de violences est repérée au cours des consultations ou des visites à domicile, ils apportent des conseils afin de sensibiliser les femmes aux violences subies et aux conséquences sur les enfants qui sont exposés. Ils peuvent rédiger une fiche de signalement même en l'absence d'accord de la victime, la dérogation à la règle du secret professionnel étant rendue possible par la loi lorsqu'une victime de violences conjugales se trouve en situation de danger immédiat et en même temps sous emprise. Par ailleurs, le Département est co-pilote avec la Préfecture de la commission extraréglementaire des violences intra familiales.



Le Département engagé pour lutter contre les effets des écrans sur les jeunes enfants

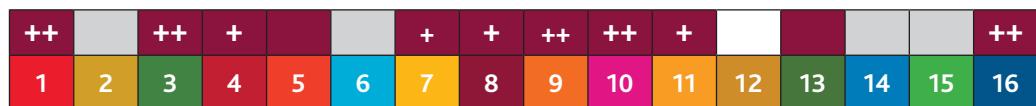
Le Département a mis en place une consultation de puéricultrice entièrement dédiée à la prise en charge des enfants de 0 à 6 ans surexposés aux écrans. Proposée gratuitement dans chaque maison départementale des solidarités, elle vise à dépister les troubles et accompagner les parents dans la prise en charge du sevrage des écrans. Cette consultation se déroule en 3 temps : mesure de l'exposition de l'enfant aux écrans, évaluation du développement et de l'état de santé de l'enfant, accompagnement au sevrage de l'enfant.



UNE POLITIQUE AMBITIEUSE POUR UNE MEILLEURE PRÉVENTION ET PROTECTION DES ENFANTS ET DES FAMILLES

Le handicap et la perte d'autonomie exigent des réponses adaptées. Avec le schéma autonomie et les logements inclusifs, nous contribuons à l'amélioration de dispositifs accessibles et solidaires.

Denis Jullemier



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Garantir la qualité de l'accueil des enfants confiés et de meilleures conditions

de travail pour les agents avec un schéma de protection de l'enfance et des outils **1 3 4 7 8 9 10 11 13 16**

Renforcement de la prévention auprès des familles (équipe mobile « ados », développement de l'accompagnement des tiers dignes de confiance...) - Qualité de vie des enfants de l'ASE (réduction des inégalités, scolarisation, rénovation des foyers, formation des professionnels...) - Sortie positive de l'ASE (couverture santé, accompagnement vers l'emploi...) - Transition numérique de l'ASE

Renforcer les actions de protection des mineurs victimes du phénomène prostitutionnel **5 16**

Coordination des acteurs, conventionnement avec des acteurs relais

Des actions exemplaires

Mieux préparer les jeunes à l'autonomie pour favoriser les sorties positives de l'ASE

Dans le cadre du Schéma de la protection des enfants et des familles 2024-2028, l'axe 4 prévoit de « sécuriser l'autonomie des majeurs sortants du dispositif ASE ». De nouvelles actions ont ainsi été enclenchées en 2024, notamment avec une meilleure formalisation de la préparation à l'autonomie et la création du contrat allocation jeune majeur, permettant aux jeunes de bénéficier d'un accompagnement socio-éducatif tout en étant logé/hébergé dans un lieu hors ASE et d'une allocation différentielle pour un montant maximum équivalent au RSA.

Renforcer la prise en compte des situations d'enfants en double vulnérabilité handicap/ASE

Le Plan de prévention et de protection de l'enfance élaboré en janvier 2024 contient notamment des actions relatives aux enfants en situation de double vulnérabilité handicap/ASE. Les dossiers déposés à la MDPH d'enfants bénéficiaires d'une mesure ASE font ainsi l'objet d'un passage prioritaire et le suivi global de ces enfants est amélioré.

Améliorer le cadre de vie des enfants accueillis au sein des foyers de l'enfance

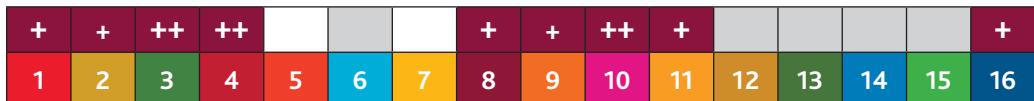
Pour favoriser le bien-être des enfants accueillis mais aussi dans une perspective d'amélioration bâimentaire, des travaux ont été réalisés au sein des foyers de l'enfance. Ces travaux sont multiples, avec des travaux à la fois de sécurisation (remise aux normes, sécurisation de fenêtres...), d'amélioration de l'efficacité énergétique (isolation, ventilation, éclairage...) et d'embellissement (peintures, réfection des sols...).



UNE POLITIQUE POUR ÊTRE EXEMPLAIRE SUR LE HANDICAP ET UN SCHÉMA DE L'AUTONOMIE QUI PRÉPARE L'AVENIR

L'insertion est un levier majeur pour l'émancipation. Avec le Plan départemental d'insertion et les contrats solidaires, nous donnons aux bénéficiaires du RSA et aux jeunes des perspectives concrètes d'avenir.

Bernard Cozic



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Le handicap, une priorité de l'exécutif intégrée dans l'ensemble de ses politiques publiques ④ ⑧ ⑩

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) - Transport adapté pour la scolarisation des enfants
 - Accès à la culture et à la pratique artistique - Insertion professionnelle - Handisports - Accessibilité des sites départementaux (collèges, maisons départementales des solidarités, administration, espaces naturels sensibles)

Simplifier les démarches pour accompagner la perte d'autonomie et les aidants ① ② ③ ⑨ ⑪ ⑯

Aides sociales - Lutte contre la dénutrition - Adaptation des logements - Accès à distance des services pour les usagers
 - Schéma de l'autonomie

Rendre attractif les métiers du secteur pour répondre aux besoins croissants des Seine-et-Marnais ⑧

Élargissement sur les fonds propres du Département du Ségur de la santé à l'ensemble des personnels des établissements pour adultes en perte d'autonomie – Plate-forme des métiers de l'autonomie

Des actions exemplaires

Un deuxième Schéma de l'autonomie adopté en 2024

L'adoption par l'assemblée départementale du deuxième Schéma de l'autonomie 2024-2028 a été suivie de la présentation de ses trois orientations : pour être dans la cité, tant que je peux rester chez moi, quand je ne peux plus rester chez moi ; puis de premières actions concrètes comme la création d'unités dédiées aux personnes handicapées vieillissantes au sein d'EHPAD.



Lancement du dossier unique de soutien à domicile pour les personnes âgées

Pour favoriser une meilleure coordination entre les professionnels qui œuvrent pour le maintien à domicile de la personne âgée, une convention entre la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAV) et le Département de Seine-et-Marne a renouvelé le dispositif de reconnaissance mutuelle des évaluations du besoin d'aide des personnes âgées sur les territoires des maisons départementales des solidarités (MDS). Ce dispositif demeure inédit à cette échelle en Île-de-France. Dans le cadre du nouveau formulaire national de demande du maintien à domicile, que la demande soit traitée par le Département ou par une caisse de retraite partenaire, une seule visite est nécessaire.

Ouverture de nombreux logements en mode « HAPI »

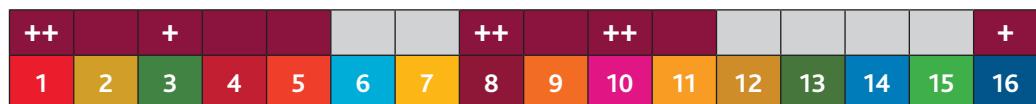
La programmation des habitats adaptés, partagés, inclusifs (HAPI) est déjà une réalité pour 383 personnes en différents points du territoire. D'autres projets sont encore attendus pour les années à venir.



UNE POLITIQUE POUR FAVORISER L'INSERTION ET L'EMPLOI DES PUBLICS QUI EN SONT ÉLOIGNÉS

Avec le Tour des métiers et les campus connectés, nous réduisons les inégalités territoriales afin de donner à chaque jeune la possibilité de réussir ses études et son parcours professionnel.

Nathalie Beaulnes-Sereni



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Des travaux pour décliner de façon opérationnelle le Plan départemental d'insertion et de retour vers l'emploi (PDIE) **1 3 4 5 8 9 10 16**

Actions inter-institutions - Mise en œuvre de la loi pour le plein emploi à travers l'accompagnement rénové - Dispositifs pour le retour à l'emploi : Revenu de solidarité active (RSA) et PDIE (accueil des jeunes enfants, accompagnement des femmes dans leur insertion, mobilités dans les zones rurales, santé, accès au numérique...) - Dispositif d'accompagnement vers les métiers en tension (formations...)

Lutter contre la précarité des jeunes et aider à leur insertion : une priorité de l'exécutif **1 2 4 8 10 11**

Fonds d'aides aux jeunes (FAJ) : aide alimentaire, logement, formation... - Soutien aux structures œuvrant à l'insertion des jeunes : écoles de la 2^e chance, missions locales... - Facilitation de l'accès au logement des jeunes notamment issus de l'aide sociale à l'enfance

Des actions exemplaires

L'accès à un mode d'accueil adapté : un pré-requis pour l'accès à l'emploi des parents de jeunes enfants

L'accès à un mode d'accueil adapté des enfants est identifié par le Département comme un frein à l'emploi pour les allocataires du RSA. En réponse, le Département a décidé de soutenir, par une subvention de 370 000 € par an, le dispositif « la Balle au Bond » porté par la maison de l'emploi et de la formation Grand Paris sud et la maison intercommunale de l'insertion et de l'emploi du Val Maubuée. Les familles sont accompagnées dans la recherche d'un mode d'accueil adapté, par un soutien aux démarches administratives et en travaillant à la séparation parents-enfants. 600 familles pourront-être accompagnées chaque année.



L'accompagnement rénové : favoriser le lien social et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA à travers l'accompagnement collectif

En vue de la déclinaison opérationnelle de la loi pour le plein emploi, le Département a expérimenté le renforcement de l'accompagnement socio-professionnel à travers le développement de l'accompagnement collectif. Ce dispositif s'appuie sur un professionnel dédié sur chaque territoire : le référent heures d'activité. Il permet aussi de développer la pair-aidance et de lutter contre l'exclusion.

Un partenariat Département-État pour plus de solidarités envers les plus vulnérables

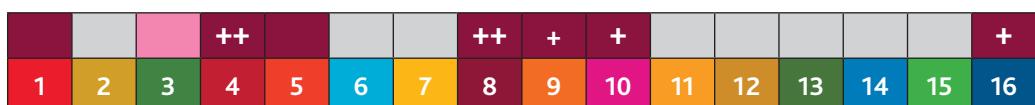
Le Département et l'État se sont engagés en 2024 et pour 4 ans dans un Contrat départemental des solidarités, outil de mise en œuvre du Pacte national des solidarités. Ce nouveau contrat vise à déployer des actions concrètes pour les Seine-et-Marnais les plus vulnérables et donne au Département les moyens d'intervenir plus efficacement sur le terrain. Les actions s'organisent suivant 3 axes : prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance, accéder aux droits essentiels, construire une transition écologique et solidaire. L'engagement financier s'élève à 19 M€ sur 4 ans, dont 13 M€ du Département.



UNE POLITIQUE RENFORCÉE DE DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS SUPÉRIEURES ET PROFESSIONNELLES AXÉE SUR L'ÉGALITÉ TERRITORIALE

L'Europe se vit au quotidien. À travers les projets que nous finançons grâce aux fonds européens, nous renforçons les coopérations locales et ouvrons de nouvelles perspectives pour les Seine-et-Marnais.

Xavier Vanderbise



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

L'innovation territoriale au service de l'égalité 3 4 5 8 9 10 16

Réduction des inégalités sociales et territoriales - Renforcement de l'offre de formation pour répondre à la désertification médicale - Campus connectés - Sensibilisation aux stéréotypes de genres des métiers – Développement de nouveaux partenariats

Accompagner les étudiants vulnérables en soutenant la fondation de l'Université Paris-est Créteil (UPEC) 1 10
Fondation en faveur des publics vulnérables (handicap, précarité, logement, santé...)

Des actions exemplaires

Le « Tour des métiers », un service d'information mobile pour toucher tous les Seine-et-Marnais

En 2024, le Département a lancé son dispositif « Tour des métiers », une offre de service mobile sur l'orientation scolaire et professionnelle, qui vise à mettre en relation un jeune avec une offre de formations, un demandeur d'emploi avec un métier. Le véhicule aménagé et équipé des outils nécessaires se déplace dans les zones du territoire départemental dépourvues des organismes d'information courants (missions locales, Centre d'information jeunesse, services pour l'emploi...) pour plus d'égalité territoriale.



Un accès aux formations supérieures pour tous avec les campus connectés

Afin de permettre à tous de suivre des études supérieures, le Département s'est associé aux universités Gustave Eiffel et Paris-Est Créteil, et à la CCI de Seine-et-Marne, pour développer des formations à distance type Campus Connectés. Ces dernières offrent la possibilité d'étudier dans un établissement éloigné de son domicile, ou d'apporter une alternative à celles et ceux qui hésitent à poursuivre ou à reprendre des études supérieures. Le Département accompagne depuis 2023 les Campus digital de formations de Nemours, Montereau et Provins.







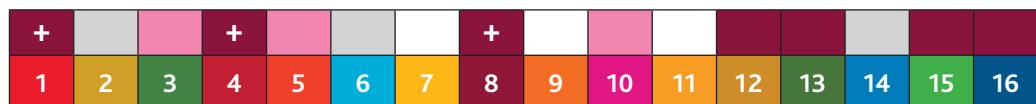
BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES PILIER ENVIRONNEMENTAL ET CADRE DE VIE



UNE MISSION EUROPE TOURNÉE VERS L'INSERTION SOCIALE ET CONTRIBUTRICE D'UNE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Le Conseil départemental des jeunes incarne l'engagement citoyen. En donnant la parole aux collégiens, nous les aidons à comprendre les valeurs républicaines, le fonctionnement des institutions et le sens de l'action publique.

Sarah Lacroix



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

La mobilisation des fonds européens au profit de la transition écologique et de l'insertion sociale 1 8 10 13 15
 Fond social européen en faveur de l'insertion des publics éloignés de l'emploi – Opération « Élève ton arbre » dans les collèges

Des actions de sensibilisation à l'Europe à destination du grand public 3 4 5 10 12 16

Éducation et ouverture à la citoyenneté européenne pour tous - Concours Parlement européen en binôme fille/garçon - Concours de la ferme à la table pour un menu européen (alimentation durable)

Des actions exemplaires

Un concours destiné aux collégiens pour découvrir l'Institution européenne

6 collèges ont participé au concours du Parlement européen des collégiens organisé par la Mission Europe. Après plusieurs sessions de formation sur le thème du Numérique choisi pour 2024, 27 binômes fille - garçon ont exposé en salle des séances du Conseil départemental leur point de vue sous l'angle d'un pays de l'Union européenne, avec amendement au texte proposé. Un jury composé d'élus et d'agents du Département a désigné les 2 classes de 3^e lauréates des collèges Christine de Pisan à Perthes-en-Gâtinais et des Cités Unies à Combs-la-Ville. Elles iront visiter le Parlement européen à Bruxelles. Les autres classes participantes découvriront Europa Expérience à Paris.



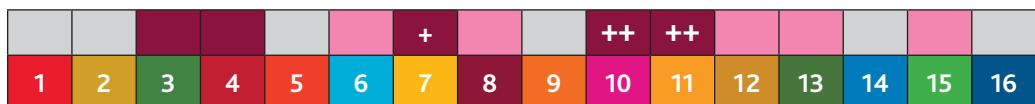
Une nouvelle édition de l'opération « Élève ton arbre »

Dans le cadre de l'objectif de plantation de 3 milliards d'arbres d'ici 2030 du pacte vert européen, le Département a poursuivi en 2024 l'organisation d'opérations de plantations d'arbres. Un chantier participatif avec les élèves a été organisé sur 4 collèges situés à Fontenay-Trésigny, Château-Landon, Brie-Comte-Robert et Saint-Mard. L'opération vise à sensibiliser les élèves sur la transition écologique en Europe et contribue à améliorer leur qualité de vie (paysage, ombrage en été). Le Département fait appel à l'association Initiatives77 qui emploie du personnel en insertion.



UNE POLITIQUE CONTRACTUELLE ET LE GIP ID77 EN FAVEUR D'UN AMÉNAGEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Nos contrats avec les communes et intercommunalités sont une force : ils financent des équipements de proximité, soutiennent la transition écologique et accompagnent les projets structurants. C'est une politique partenariale qui transforme concrètement le quotidien des Seine-et-Marnais. Olivier Lavenka



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Le Département, partenaire privilégié des communes et intercommunalités par sa politique contractuelle

Analyses des territoires pour identifier les besoins - Soutiens techniques (GIP ID77...) et financiers aux projets : favorisant santé et qualité de vie ; d'équipements sportifs accompagnant les collèges ; de lecture publique, équipements scolaires et petite enfance ; intégrant une meilleure gestion des eaux et protection des écosystèmes ; intégrant des énergies renouvelables et/ou de récupération et/ou des matériaux biosourcés ; de voiries tenant compte des mobilités actives ; contribuant à atténuer le changement climatique et s'y adapter - Soutiens aux projets de zones d'activités économiques (génératrices d'emplois)

Le bouclier de sécurité départemental en aide aux collectivités 11

Garantir des espaces publics sûrs pour tous (bouclier de sécurité)

Des actions exemplaires

Achèvement du centre technique municipal de Chailly-en-Bière

Inauguré le 8 juin 2024, ce projet a été soutenu par le Département au titre du Fonds d'aménagement communal (FAC) du Département, à hauteur d'environ 90 000 euros. Les enjeux de développement durable ont été pris en compte dans la conception de ce bâtiment : façade en bardage bois, isolation en laine de bois et toiture zinc couverte de panneaux solaires. Une attention a été portée à l'aménagement de ses abords, avec la réalisation d'un parking perméable, permettant un traitement des eaux pluviales à la parcelle. Les eaux pluviales sont également récupérées pour les sanitaires.



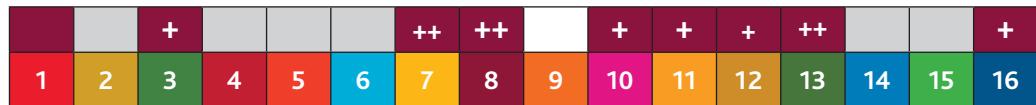
Le projet de Cité de la Musique Simone-Veil (Meaux)

Cet équipement à rayonnement intercommunal a pour vocation de faciliter l'accès à l'apprentissage musical pour tous, en proposant une programmation diversifiée. Financé par le Département à hauteur de 3 millions d'euros au titre du premier Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la communauté d'agglomération du Pays de Meaux, ce projet est remarquable d'un point de vue architectural et énergétique. La Cité de la Musique est implantée sur le site de l'ancienne maison d'arrêt de Meaux réhabilitée et agrandie. Avec 1000 m² de toitures végétalisées et 45 arbres plantés sur le site, la Cité de la Musique de Meaux constitue un projet de requalification urbaine vertueux.

LE DÉPARTEMENT, ACTEUR ENGAGÉ POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA SEINE-ET-MARNE

Face au défi climatique, le Département s'engage pleinement. Rénovation énergétique, PCAET, accompagnement des territoires : nous mettons en œuvre une transition ambitieuse et partagée.

Béatrice Rucheton



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Le Département, membre actif de la communauté départementale de la transition énergétique 7 10 11 13 16

Accompagnement partenarial en faveur de la transition énergétique des territoires : développement et usage des énergies renouvelables, réduction des émissions de polluants atmosphériques, atténuation et adaptation au changement climatique...

Le Département engagé en faveur de la rénovation énergétique de l'habitat privé 1 3 7 8 10 12 13 16

Accompagner la dynamique territoriale pour la rénovation énergétique de l'habitat privé – Sensibilisation des ménages modestes – Développement économique avec les travaux de rénovation énergétique – Performance énergétique

Des actions exemplaires

La mise en place d'un réseau des chargés de mission PCAET

La CDTE est la communauté départementale de la transition énergétique : elle constitue une feuille de route pour mettre en œuvre cette transition en Seine-et-Marne. Pour la période 2024 -2026, elle s'est donnée comme objectif d'accompagner les collectivités pour assurer l'opérationnalité des PCAET (Plan climat air énergie territorial). Le Département, copilote de l'action avec la DDT 77 (Direction départementale territoriale de Seine-et-Marne) et le SDESCM (Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne), a lancé le réseau des chargés de mission PCAET. Le réseau a travaillé sur ses besoins, présenté des retours d'expérience sur la vie de leurs PCAET, et proposé la mise en place d'une plateforme d'échange, créée à partir de l'outil coopératif du CEREMA Expertises Territoires



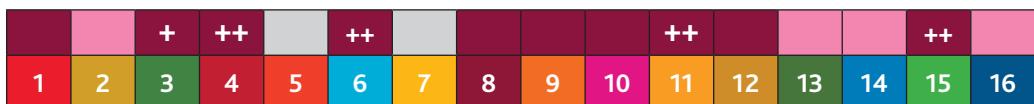
La création du jeu pédagogique Rénoquest77 pour faire connaître le parcours usager pour la rénovation énergétique

Dans le cadre du programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique), le Département en tant que porteur associé a créé un jeu pédagogique. Il permet aux utilisateurs, accompagnés d'un conseiller France Rénov', de simuler leur parcours de rénovation énergétique de manière ludique en comprenant les différentes étapes à suivre, les pièges à éviter et les bons réflexes à avoir lors du montage d'un projet. Ce jeu a été sélectionné pour figurer à la ludothèque nationale de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) lors des rencontres nationales de l'habitat privé qui ont eu lieu à Montpellier.



UNE POLITIQUE POUR PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL DE LA SEINE-ET-MARNE

Préserver nos Espaces Naturels Sensibles, c'est protéger à la fois la biodiversité et la qualité de vie des habitants. Grâce à des actions de restauration, de valorisation et de sensibilisation, le Département agit pour un patrimoine vivant, accessible et transmis aux générations futures. Béatrice Rucheton



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Des Espaces naturels sensibles préservés et valorisés ① ③ ④ ⑥ ⑧ ⑩ ⑪ ⑫ ⑬ ⑭ ⑮ ⑯

Chantiers d'insertion - Sports et loisirs de nature - Actions pédagogiques – Zone tampon inondation, réserves d'eau - Emplois locaux (gestion forestière, agricole...) et écotourisme - Accès pour les personnes en situation de handicap - Puits de carbone -- Préservation et valorisation de la biodiversité et des zones humides – Partenariats de gestion

Le PDIPR garant durable des itinéraires pédestres et du patrimoine vernaculaire ① ③ ⑨ ⑪ ⑯

Chantier d'insertion – Entretien des chemins pour les sports de nature (randonnée, vélo...) - Gestion de bords de chemins (mares, haies, lavois/calvaires/murs...)

Le Département, soutien à la préservation des zones naturelles à enjeux ② ③ ④ ⑧ ⑬ ⑮ ⑯

Sorties nature – Formation et sensibilisation - « Biosphère-Ecotourisme » – Patrimoine naturel, du local au mondial (Site Natura 2000, Réserve de Biosphère, Contribution aux trames vertes et bleues, Comptage et suivi d'espèces) - Concertation et partage des enjeux

Des actions exemplaires

Définition d'un nouveau Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS)

La politique départementale relative aux ENS existe depuis 35 ans et nécessite d'être redynamisée. Pour ce faire, des travaux ont été lancés afin de concevoir un nouveau SDENS qui devrait être voté courant 2025. Les réflexions sont menées à travers une approche géographique en priorisant les zones écologiquement les plus riches. Elles visent à définir les orientations, les enjeux, ainsi que des objectifs déclinés en actions dans le but de sauvegarder le patrimoine naturel remarquable du territoire et donner envie aux Seine-et-Marnais de le préserver afin qu'il perdure dans la durée.



Des ENS accessibles à tous

Dans le cadre du plan d'action handicap du Département, des travaux d'accessibilité ont eu lieu sur les ENS « Le marais d'Episy » et « Les Olivettes », et une ambition forte a été prise sur l'accessibilité du projet d'aménagement de l'ENS « Le marais du Refuge ». De plus, les animations nature ont été adaptées pour du public en situation de handicap, ce qui a permis d'accueillir des classes ULIS de collèges, des personnes âgées à mobilité réduite ou trisomiques, des personnes autistes, des enfants placés en situation de handicap...

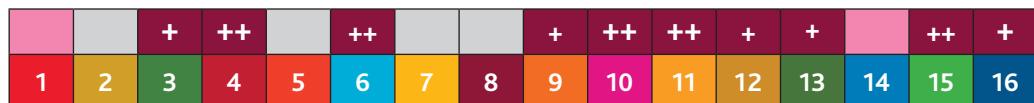
Renouvellement de la labellisation aire protégée du « Marais d'Episy »

La liste verte des aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature, distingue les sites naturels dont la gestion et la gouvernance répondent aux normes les plus élevées en matière de conservation des espèces et de la biodiversité. L'ENS « Maris d'Episy », dont la labellisation UICN a été renouvelée en 2024, est situé au cœur de la vallée du Loing. Il abrite une grande diversité de faune : 40 espèces de libellules, 28 espèces de papillons..., et de flore : 260 espèces végétales.



UNE POLITIQUE DE L'EAU POUR UN TERRITOIRE PLUS RÉSILIENT AUX PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES

L'eau est une richesse à préserver. Avec le Plan départemental de l'eau et des actions éducatives comme l'Aquathon, nous voulons sensibiliser chacun à l'importance de cette ressource en accompagnant les communes pour une gestion plus durable. Jean-Marc Chanussot



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Intégrer dans la politique de l'eau les enjeux climat 1 3 6 9 10 11 12 13 14 15

Soutien technique et financier des collectivités (AEP, STEP, réseaux, cours d'eau) limitant aussi l'impact sur le prix de l'eau - Qualité sanitaire de la ressource en eau potable (captages, Zéro phyto) et analyses du laboratoire départemental - Gestion et consommation durable des ressources en eau, gestion des réseaux - Soutien à la maîtrise du risque inondation et à l'adaptation au changement climatique (Charte Natur'Eau).

Sensibiliser aux problématiques de la gestion et de la préservation de la ressource en eau, développer et partager la connaissance 4 16

Sensibilisation et partage des connaissances sur l'eau, transparence des politiques : site et observatoire de l'eau, éducation au développement durable, AQUATHON...

Des actions exemplaires

Organisation d'un temps fort de rencontres et d'échanges sur la thématique « Eau et nature en ville »

Les rencontres techniques départementales (novembre 2024) ont réuni une centaine de personnes à Meaux et Fontainebleau pour échanger sur la prise en compte du cycle de l'eau en ville. Ces rencontres, à destination des élus et des services techniques des collectivités, visaient à promouvoir les outils existants pour rendre les communes plus résilientes aux phénomènes climatiques : gestion intégrée des eaux pluviales, désimperméabilisation des sols, végétalisation des espaces.



Lancement d'un concours sur l'eau pour sensibiliser les collégiens

Lancé en 2024, le concours AQUATHON destiné aux collégiens de Seine-et-Marne a pour ambition de les sensibiliser à la préservation de la ressource en eau, représentant une des priorités de la politique départementale. Ce dispositif invite la jeune génération à proposer des actions concrètes à réaliser au sein de leur établissement autour de quatre thématiques clés : l'économie d'eau, la gestion des eaux pluviales, l'eau et la biodiversité, et la sensibilisation. Le collège lauréat voit son projet mis en œuvre dans son établissement.



Élaboration du nouveau Plan départemental de l'eau (PDE) 2025-2030

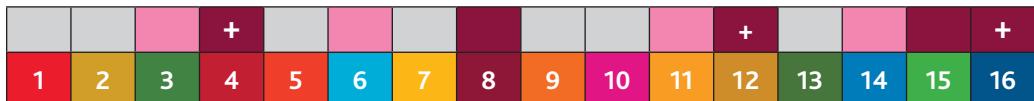
Construit au travers d'une démarche participative et inclusive, le nouveau PDE repose sur une stratégie en 3 volets : rendre la Seine-et-Marne résiliente aux phénomènes extrêmes, aménager durablement la Seine-et-Marne pour préserver les ressources en eau et les milieux aquatiques, garantir la qualité de l'eau pour satisfaire tous les usages. La nouvelle gouvernance traduira la réappropriation politique des décisions et orientations données à la stratégie au travers de la mise en place d'un comité départemental de l'eau (Cod'eau), d'un Bur'eau ainsi que d'une représentation renforcée des collectivités.



UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES

Les dépôts sauvages n'ont pas leur place dans nos paysages. Nous renforçons les actions de prévention, les contrôles et la coopération avec les communes pour lutter efficacement contre ce fléau.

Béatrice Rucheton



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Une mobilisation quotidienne des agents sur le domaine public départemental 3 6 8 11 12 15 16

Expérimentation d'une balayeuse-aspiratrice pour plusieurs centres routiers (amélioration des conditions de travail d'agents des routes et préservation de l'environnement) - Patrouilles et enlèvements réguliers des dépôts sauvages – Barrières et rochers pour prévenir les dépôts – Renouvellement des panneaux de sensibilisation - Partenariats pour l'accès aux déchetteries

Une politique de soutien aux territoires 4 6 11 12 14 15

Soutien matériel aux opérations de nettoyage par des collèges - Observatoire des Dépôts Sauvages – Relais des signalements SURICATE – Soutien (financier et organisationnel) aux opérations citoyennes de ramassage et de sensibilisation — Kit d'information et de sensibilisation à destination des territoires

Des actions exemplaires

Résorption d'un dépôt sauvage important en Espace Naturel Sensible (ENS)

Suite à des occupations illégales en 2021-2022 sur un secteur de l'ENS du Parc de Livry, le Département a entrepris le nettoyage de cette zone où ont été accumulés une multitude de déchets pendant près de 9 mois. Une entreprise spécialisée est intervenue pour collecter, trier et traiter 296 tonnes de déchets, dont 28 tonnes de déchets contenant de l'amiante. Un ultime chantier avec les agents du service en charge des ENS a permis de collecter les petits déchets encore présents et d'achever ce travail de nettoyage pour rendre la zone à nouveau praticable et agréable pour les usagers (promeneurs, cyclistes...).

Adoption d'une stratégie de lutte contre les dépôts sauvages de déchets

Le 21 juin 2024, le Conseil départemental a voté à l'unanimité la nouvelle stratégie de lutte contre les dépôts sauvages de déchets. Cette stratégie va de la prévention (sensibilisation, neutralisation d'accès) à la répression (surveillance renforcée des ENS, soutien au protocole pour le renforcement des sanctions), en passant par l'observation et la résorption. Sur ce dernier axe, dans une optique de réduction des distances de traitement et d'optimisation des coûts, le Département a signé avec le SMITOM Nord, le SMETOM GEEODE, le SMETOM Vallée du Loing et le SIETREM, des conventions pour pouvoir déposer dans des déchetteries publiques, des déchets issus de dépôts sauvages ramassés sur le domaine public départemental.



Un soutien renouvelé aux opérations citoyennes de nettoyage

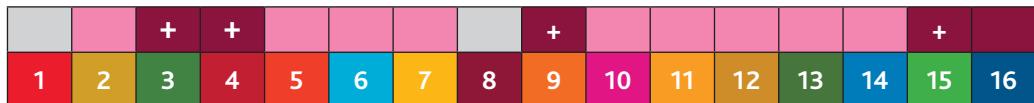
Dans la continuité des années précédentes, le Département a renouvelé son soutien aux mobilisations des milliers de citoyens ayant participé à l'événement Seine-et-Marne propre – Défi pour l'environnement, initiée par le Lions Club. Dans ce cadre, une action spécifique est développée par le SMICTOM de la région de Fontainebleau, lors du week-end ForêtBelle. Cette année encore, une portion de la RD238 a été exceptionnellement fermée à la circulation le dimanche matin, afin d'y faciliter les nettoyages et en toute sécurité.



UNE ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR LES CITOYENS DE DEMAIN

*Les collégiens sont les citoyens de demain.
À travers Collège nature et les projets autour des objectifs de développement durable, nous les aidons à comprendre les enjeux écologiques et à devenir acteurs du changement.*

Xavier Vanderbise



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Le parcours collégien 2 3 4 5 6 7 9 10 11 12 13 14 15 16

Animation « bien-manger » cantines collèges - Projets locaux sur la plupart des thèmes ODD – ENT77 - Démarches de labellisation E3D

Un dispositif « collège nature »

didactique sur les relations entre l'Homme et son environnement 3 4 6 12 13 14 15 16

Rallies nature - Éducation au cadre de vie, à l'environnement et aux fonctions écosystémiques - Sensibilisation aux impacts environnementaux des comportements quotidiens individuels (notamment sur les déchets) - Démarche Aire terrestre éducative et éducation sur la faune - Partenariats (Région, communes) concernant les types d'ENS accessibles et pour le prix départemental -Présentation des lauréats en salle des séances

Des actions exemplaires

Un dispositif « collège nature » plus ouvert et plus attrayant

Depuis l'année scolaire 2023-2024, le dispositif « collège nature » est ouvert à jusqu'à 25 collèges avec désormais 2 classes par groupes d'élèves. Le trajet en bus, dès lors qu'il est vers l'ENS le plus proche de l'établissement, est désormais pris en charge à 100 % par le Département. Le prix départemental du concours collège nature, bonifié, consiste désormais en une immersion dans la nature en pension complète sur 2 jours à l'île de loisirs de Buthiers, incluant du sport ainsi que des activités de découverte culturelle et des séances d'observation du ciel étoilé.



Un partenariat renouvelé avec la fédération départementale de chasse

Une nouvelle convention cadre a été adoptée en novembre 2024 qui concerne les enjeux liés à la pratique de la chasse (notamment cynégétiques), ainsi que les animations sur l'éducation, la nature réalisées par la fédération départementale de chasse notamment sur les ENS les Bordes Challonges et Le Bois de Doue et lors de la semaine de l'éducation qui a réuni, en 2024, 2 400 élèves (100 classes).



Les collégiens se mobilisent contre le harcèlement et pour l'inclusion

En 2024, les élèves du collège Les Cités Unies (Combs-la-Ville) ont remporté le 1^{er} prix du concours départemental de lutte contre le harcèlement scolaire, grâce à leur réalisation d'une vidéo. Ils ont ainsi gagné la création d'une fresque par l'artiste Bishop Parigo au sein de leur établissement.

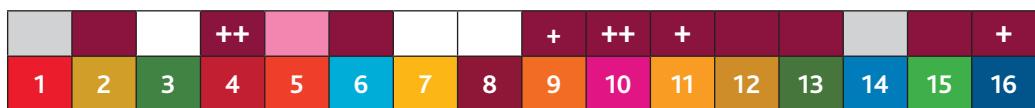
Dans le cadre de la campagne départementale dédiée à l'inclusion scolaire, des collégiens de Seine-et-Marne ont pris la plume, le micro et sont même passés devant la caméra, pour sensibiliser aux enjeux de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Leurs productions sont consultables sur le blog « Défi Handicap ».



UNE POLITIQUE EN FAVEUR D'UNE OFFRE CULTURELLE ÉQUITABLE, PLUS DURABLE, ET CONTRIBUANT À L'ÉPANOUISSSEMENT DE TOUS

La culture relie et inspire. Nous veillons à ce qu'elle soit accessible à tous, tout en intégrant les enjeux de transition écologique dans la gestion de nos musées, médiathèques et archives.

Véronique Veau



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Agir pour un développement culturel de proximité et pour tous ④ ⑤ ⑩ ⑪ ⑯

Résidences d'artistes et éducation artistique et culturelle / Formation et éducation au DD et à l'égalité des sexes (médiathèques, musées) - Réduction des inégalités d'accès à la culture - Valorisation du patrimoine culturel -- Accès à l'information (médiathèques)

Diversifier l'offre éducative et culturelle pour tous avec les archives départementales ④ ⑨ ⑩ ⑯

Diffusion « hors les murs » et valorisation de l'histoire locale (grand public, collégiens...) – Mise en ligne des archives départementales

Renforcer les liens entre culture et handicap ⑩

Accès aux visiteurs (archives), spectateurs (actions culturelles), artistes en situation de handicap (accessibilité, moyens de communication, formation des agents)

Intégrer le développement durable dans la gestion des sites patrimoniaux et culturels ② ⑥ ⑫ ⑬ ⑮

Potagers pédagogiques – Formation au développement durable – Eco-gestes et pratiques durables des musées, médiathèque, festival - Clauses marchés publics – Prise en compte du parc du site des archives dans les travaux d'extension

Des actions exemplaires

Les Olympiades des archives départementales

Dans le cadre de la Semaine internationale des archives et de l'année olympique, le Département a organisé les Olympiades interscolaires des archives, en partenariat avec la ville de Dammarie-les-Lys et son conseil municipal des jeunes, une association sportive locale et l'Éducation nationale. 200 élèves (CM2 et CM1) ont participé, sur le site des archives, à des épreuves mêlant sport, culture et handicap. Cet événement a été l'occasion de faire découvrir l'univers des archives aux élèves et aux enseignants, et de les sensibiliser au handicap.



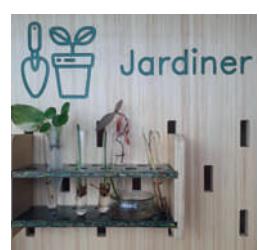
Des œuvres majeures pour sensibiliser au changement climatique

3 musées du Département ont été sélectionnés par le musée d'Orsay pour s'intégrer à l'opération « 100 œuvres racontent le climat ». Huit toiles de peintres majeurs (Théodore Rousseau, Édouard Manet, Claude Monet et Georges Seurat) leur ont été prêtées. Par exemple, l'œuvre Les déchargeurs de charbon (Claude Monet) permet une approche artistique de la problématique du climat. Des œuvres prestigieuses pour un discours pédagogique, avec un riche programme de médiations et conférences.



Le Totem vert de la médiathèque départementale

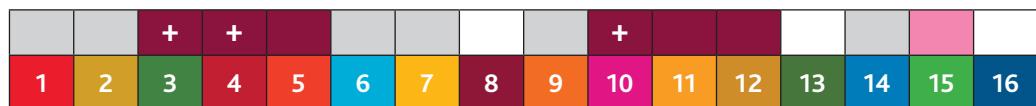
La médiathèque départementale a conçu le « Totem vert », module en bois comprenant diverses ressources : ouvrages sur l'écologie et le jardin, jeux, outils, fiches pratiques, graines et boutures à partager... Il est emprunable gratuitement par les établissements partenaires. Articulé autour des trois axes « jardiner », « comprendre » et « agir », il vise à informer et sensibiliser sur l'environnement, promouvoir des pratiques de jardinage vertueuses.



UNE POLITIQUE POUR DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET DE LOISIRS INCLUSIVES ET ÉCO-RESPONSABLES

Le sport rapproche et rassemble. Nous soutenons la pratique pour tous, développons le parasport et faisons de chaque événement un moment responsable, convivial et fédérateur, au plus près des Seine-et-Marnais.

Bouchra Fenzar-Rizki



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Une intensification des actions en faveur de la pratique scolaire et para-sportive **3 4 5 10**

Sport-santé – Soutien au para-sport – Développement pratiques sportives au collège (pratique et conciliation avec le sport de haut niveau, mixité encouragée) – Accès des Seine-et-Marnais aux Jeux olympiques de Paris

Une politique « Sport-nature » éco-responsable **11 12 15**

Évènement Rando des trois châteaux éco-responsables – Encouragement à la réduction des consommations pour les manifestations sportives - Soutien aux projets sports-nature et d'entretien du patrimoine naturel

Des actions exemplaires

Partager les Jeux olympiques et paralympiques avec les Seine-et-Marnais

Dans le cadre des JOP 2024, le Département s'est mobilisé afin de permettre aux Seine-et-Marnais de participer à cet événement mondial : relais des flammes olympique et paralympique en Seine-et-Marne qui a constitué une vraie fête populaire tout au long des parcours, 12 000 places offertes pour des épreuves olympiques et paralympiques tant sur le site seine-et-marnais du stade nautique olympique de Vaires-sur-Marne que sur d'autres sites prestigieux accueillant des athlètes seine-et-marnais et/ou des disciplines historiques.

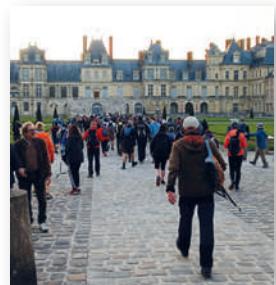


De nouveaux dispositifs en faveur du développement du parasport

Des conventions ont été mises en place avec les comités départementaux handisport et sport adapté afin de favoriser le recrutement d'animateurs et l'acquisition de véhicules et de matériel, favorisant l'accompagnement des clubs para-accueillants ou souhaitant le devenir. Des formations ont également été développées avec le comité paralympique et sportif français pour accompagner les clubs vers une démarche inclusive. Un appel à projets auprès des 200 clubs déjà para-accueillants et de ceux souhaitant le devenir sera proposé en 2025.

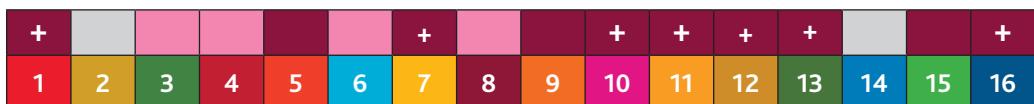
Des évènements du Département pour valoriser le patrimoine local et éco-responsables

Pour la Rando des 3 châteaux et la Rando nature et citadine qui s'est tenue le 27 avril 2024, des actions ont été mises en place pour valoriser le patrimoine seine-et-marnais et favoriser sa découverte par le grand public, au travers d'éléments de valorisation et de focus spécifiques pour chacun des parcours. La réduction des déchets est aussi un objectif (gobelets réutilisables, économie de papier...).



L'HABITAT, UNE POLITIQUE POUR UN HABITAT SOBRE EN ÉNERGIE ET ADAPTÉ AUX SITUATIONS

Nous agissons concrètement pour améliorer les conditions de logement. Le dispositif Habitat 77, et les actions relatives à la rénovation énergétique et la lutte contre les impayés sont autant de leviers pour accompagner les ménages les plus vulnérables. Denis Jullemier



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Des outils pour un habitat plus inclusif et digne dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 1 3 7 10 11 16

Logements décents pour tous, adaptation des logements (personnes handicapées, âgées) - Lutte contre la précarité énergétique - Fond de solidarité logement et Fonds travaux - Schémas, outils partenariaux et animations

Le Département en soutien à Habitat 77 pour l'amélioration de son parc dédié aux ménages les plus modestes 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 15
Création de la Société d'économie mixte (SEM) Habitat 77 pour renforcer l'action de lutte contre les inégalités d'accès au logement - Sensibilisation Eco-gestes - Logements réservés aux femmes victimes de violences – Performance énergétique du parc : rénovation thermique, bâtiments connectés - Achat public durable / Démarche RSE - Activités économiques générées par les travaux du parc social / Chantiers d'insertion Initiatives 77

Des actions exemplaires

Un dispositif préventif pour diminuer les charges courantes des ménages les plus précaires

Avec l'augmentation des coûts de l'énergie, de plus en plus de ménages connaissent des difficultés pour régler leurs factures d'électricité, gaz..., en particulier les ménages les plus précaires. Face à cette hausse, et au-delà des aides financières, le dispositif de prévention des consommations excessives, à destination des bénéficiaires du fonds énergie propriétaires ou locataires du parc privé, a été réactivé en 2024. Il permet d'identifier les causes des difficultés des ménages et de les accompagner pour faire baisser le niveau des factures, et tendre vers une résolution des difficultés budgétaires.



Un forum pour prévenir les situations d'impayés

Le Département a organisé, à Mitry-Mory, un forum sur la prévention ou la résolution des impayés locatifs, à destination des propriétaires bailleurs, notamment pour renforcer le repérage et le suivi des ménages en impayés dans le parc privé. Il a associé les partenaires agissant dans ce domaine, ainsi que les acteurs du secteur immobilier et du logement. Il a donné lieu à une belle synergie dans les échanges entre les différents professionnels réunis.

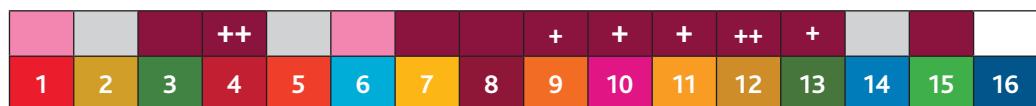
Des avancées dans le processus de transformation du statut d'Habitat 77

Le Département a signé en 2024 le pacte d'actionnaires de la SEM Habitat 77, étape majeure dans le processus de transformation de l'Office public habitat en SEM. Cette évolution permettra de mieux répondre aux enjeux du plan stratégique ambitieux d'Habitat 77 : réhabilitation de 6 000 logements, construction de 3 000 logements, modernisation des outils de gestion.... En outre, le projet de SEM a reçu l'agrément « Logement social ». Habitat 77 gère près de 18 000 logements locatifs sociaux pour 46 000 Seine-et-Marnais (3,2 % de la population).



UNE POLITIQUE POUR UNE MOBILITÉ ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES CONTEXTES TERRITORIAUX ET AUX BESOINS DE LA POPULATION

En Seine-et-Marne, le Département agit pour améliorer les déplacements de tous. Grâce à un réseau mieux connecté, des infrastructures adaptées et le développement des mobilités douces, nous facilitons les trajets sur tout le territoire. Brice Rabaste



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Un réseau routier départemental essentiel et durable ③ ⑥ ⑨ ⑪ ⑫ ⑬ ⑯

Aménagement et entretien des RD (desserte locale, sécurité des usagers, intégration des enjeux environnementaux : biodiversité, déchets, bruit, gestion et préservation des ressources en eau...) - Clauses environnementales dans les marchés de chantiers routiers - Eco-pâturage

Une offre de mobilité inclusive ① ③ ④ ⑦ ⑧ ⑩ ⑪ ⑫ ⑬ ⑯

Subvention de titres de transport - Accès aux établissements de soin et d'enseignement - Abribus intégrant des énergies renouvelables - Services et dispositifs de transport (TC, TAD, co-voiturage, vélo) contribuant au développement économique et à l'accès à l'emploi, et à une mobilité inclusive (personnes âgées, porteuses de handicap, ruraux) et plus actives - Véhicules propres des flottes - Tzen2 - Clauses environnementales dans les marchés abri-bus et PAM77 - Autocollants abribus préservant l'avifaune

Des actions exemplaires

Un développement à venir du service de transport à la demande (TàD)

Île de France Mobilités (IDFM) a confié au Département de Seine-et-Marne une mission d'évaluation du TàD en Île-de-France. Elle vise à identifier les pistes concrètes d'amélioration et de développement à court et moyen terme, et in fine à la mise en place d'un schéma directeur des mobilités pour les TàD dans des milieux peu denses ou à dominante rurale. Ce service, soutenu financièrement par le Département sous certaines conditions, est une vraie réponse au manque de transport aux heures creuses et répond à un besoin d'une certaine catégorie de la population en termes de transport adapté au quotidien.

Un PlanVélo77 qui avance

Dans le cadre de son nouveau Plan vélo (2023), le Département soutient financièrement des opérations d'aménagement cyclables. 15 dossiers ont été instruits en 2024 notamment le projet de voie cyclable forestière Butte Montceau-Gambetta à Avon, les voies vertes de la RD 404 et de Yèbles. Dans le cadre du développement des Grands itinéraires cyclables, le Département a réalisé la première phase d'un aménagement innovant pour un meilleur partage de la route entre vélos et automobiles entre Coulommiers et Provins : « Les Comtes de Champagne ».



Des chantiers innovants et à empreinte environnementale optimisée

Dans le cadre des travaux du Grand itinéraire cyclable n° 1, des techniques dites à froid ont été utilisées, consistant en un retraitement en place de la chaussée permettant de limiter l'apport de matériaux extérieurs, et d'une couche de roulement en matériaux bitumineux coulée à froid permettant d'éviter de chauffer les matériaux, donc de limiter l'impact carbone. Ces techniques à froid sont de plus en plus utilisées pour les renouvellements de chaussées.





BILAN DES POLITIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES

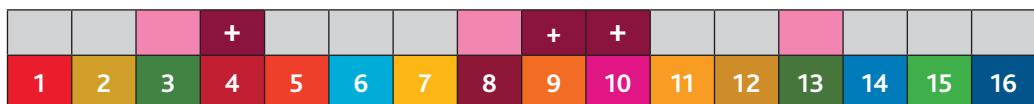
PILIER ÉCONOMIQUE



LE DÉVELOPPEMENT DE LA FIBRE, VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET D'ÉGALITÉ TERRITORIALE

*L'accès au numérique pour tous est une priorité.
En déployant la fibre sur l'ensemble du territoire,
nous renforçons l'égalité entre zones rurales
et urbaines et soutenons l'attractivité de
la Seine-et-Marne.*

Olivier Lavenka



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Vers un réseau très haut débit et une ouverture de la fibre sur tout le territoire 

Vers un réseau très haut débit et une couverture de la fibre sur tout le territoire. Attractivité pour l'installation des professionnels de santé et des acteurs économiques – Très haut débit dans les équipements scolaires – Infrastructures réseau performantes – Réduction des inégalités territoriales face à la fracture numérique – Diminution des besoins de déplacement (travail nomade et en distanciel, téléconsultations, enseignement à distance)

Des actions exemplaires

100 % des lycées et collèges raccordés au très haut débit avec le réseau sem@for77



La Seine-et-Marne est un département pionnier pour l'accès au plus grand nombre au très haut débit. Avec le réseau sem@for77, épine dorsale du très haut débit à destination des entreprises et des principaux sites publics. 3 700 sites sont ainsi raccordés

dont 803 sites publics parmi lesquels 100 % de lycées et collèges publics pour accompagner les enseignants et les équipes administratives de ces établissements et offrir un meilleur environnement numérique de travail pour les élèves.

Le déploiement de la fibre pour tous aussi pour les sites isolés

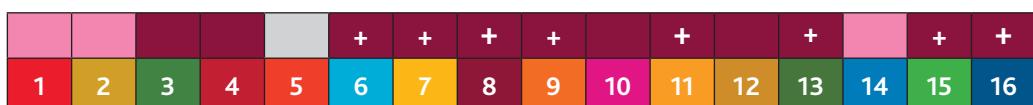
Lancé en 2015, le projet de construction du réseau sem@fibre77 pour apporter l'accès au très haut débit pour tous a atteint son objectif en à peine 10 ans. Sous le pilotage du syndicat Seine-et-Marne Numérique, avec cinq ans d'avance plus de 312 000 prises ont été rendues éligibles dans 425 communes. Les Seine-et-Marnais ont par ailleurs déjà largement sollicité l'usage de cette nouvelle infrastructure publique avec plus de 200 000 foyers abonnés à la fibre auprès d'un des différents fournisseurs d'accès internet du réseau. Un programme de raccordement des sites dits isolés a démarré en 2024 afin d'atteindre 100 % de couverture. Ce sont les prises les plus difficiles à atteindre en raison de leur éloignement de toute infrastructure technique et les plus coûteuses. 10 % de l'objectif a été réalisé en 2024.

sem@fibre77

LE SOUTIEN À UNE ÉCONOMIE VERTE POUR UNE ACTIVITÉ AGRICOLE ET SYLVICOLE VIALE ET ENGAGÉE DANS LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

La Seine-et-Marne est une grande terre agricole et forestière. Nous encourageons les circuits courts et valorisons la filière bois comme ressource locale et durable.

Olivier Lavenka



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Soutenir l'aménagement foncier forestier favorable à la mobilisation de la ressource bois ⑧ ⑯

Soutien au développement de la filière bois – Soutien à la gestion forestière durable et adaptée au changement climatique

Soutenir l'aménagement foncier agricole volontaire ① ② ③ ④ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨ ⑩ ⑪ ⑫ ⑬ ⑭ ⑮ ⑯ ⑰

Prise en compte systématique de l'environnement dans les prescriptions d'aménagement - Amélioration des moyens de production et des fonctionnalités agricoles

Accompagner la profession agricole et sylvicole pour la transition agro-écologique ① ③ ⑥ ⑦ ⑧ ⑩ ⑪ ⑬ ⑭ ⑮ ⑯ ⑰

Soutien aux agriculteurs en difficulté (dispositif REAGIR) - Soutien pour des pratiques favorables à la santé (qualité des ressources en eau potable), à la biodiversité, à la réduction des émissions de CO₂ (stockage par le bois matériau et les agromatériaux, développement des énergies renouvelables, réduction des intrants) - Gestion durable des forêts (entretien, lutte contre l'érosion et les incendies, poste CNPF dédié à la Seine-et-Marne) - Partenariats avec les organisations professionnelles agricoles et sylvicoles

Valoriser la production agricole locale avec la plateforme

d'approvisionnement APPROV'HALLES, pour une alimentation durable ② ④ ⑧ ⑨ ⑪ ⑫

Autonomie d'approvisionnement en denrées alimentaires (villes résilientes) - Consommation locale - Formation des acteurs locaux sur l'alimentation durable – Compétitivité de l'économie agricole (débouchés rémunérateurs)

Des actions exemplaires

Un projet de remembrement « volontaire », répondant aux enjeux agricoles et environnementaux

Le Département accompagne des projets de restructuration du parcellaire agricole. Sollicité par la commune et les agriculteurs de Montceaux-lès-Provins, le Département a acté l'institution d'une commission communale d'aménagement foncier, organe de gouvernance fait d'acteurs locaux, pour décider de la pertinence d'une opération d'aménagement foncier agricole forestier et environnemental. Au-delà des transferts parcellaires, elle permettra de rationaliser les circulations d'engins, de renforcer la trame verte et bleue (plantation de haies, mise en valeur de bois, bords de chemins, zones humides...).



Le Département partenaire d'un projet de recherche en agroforesterie



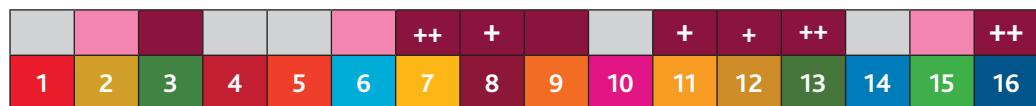
En mars 2024, le Département a adressé son soutien à la candidature portée par Agrof'Île et la Fabrique végétale, en partenariat avec l'INRAE, pour leur projet de recherche-développement autour du micro-drainage superficiel en agroforesterie en Seine-et-Marne. La Fabrique Végétale, exploitation biologique située à Lumigny, en pleine Zone prioritaire d'actions (ZPA) pour la protection de la ressource en eau potable, a orienté sa production vers l'agroforesterie dès 2019. Le projet vise à lever les freins à la mise en place de systèmes agroforestiers en terrain drainé, grâce à un réseau de noues et fossés. Ce projet est lauréat 2024 du Prix « Patrimoine naturel et biodiversité » de la Fondation du patrimoine.



LE DÉPARTEMENT EN SOUTIEN AUX FILIÈRES DE PRODUCTION D'ÉNERGIES DÉCARBONÉES

La transition énergétique est un défi collectif. En soutenant les projets de méthanisation, de bioGNV et d'hydrogène portés par nos partenaires publics et privés, nous faisons de la Seine-et-Marne un territoire moteur des énergies renouvelables.

Béatrice Rucheton



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Accompagner un développement vertueux

de la méthanisation agricole pour la production d'un gaz vert

2 3 6 7 8 9 11 12 13 15 16

Production alimentaire (viabilité des exploitations agricoles par la diversification avec la méthanisation) - Qualité de l'eau et qualité biologique des sols (digestats) - Économie des territoires et industrialisation - Développement des infrastructures réseaux support des énergies décarbonées - Résilience des villes (autonomie en gaz) - Valorisation des biodéchets (économie circulaire) - Partenariat / Participation de tous aux décisions (dispositif avec la Commission nationale du débat public)

Promouvoir le bioGNV comme une des solutions pour décarboner la mobilité lourde

3 7 8 13 16

Amélioration de la qualité de l'air - Économie des territoires - Réduction des GES – Partenariat

L'hydrogène vert, des potentialités à mobiliser

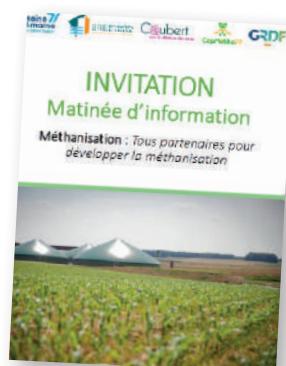
3 7 13

Résilience des villes (autonomies énergétique) - Amélioration de la qualité de l'air - Réduction des GES

Des actions exemplaires

Des matinales d'informations sur la méthanisation pour les agriculteurs

Le Département a participé à deux matinales d'information à destination des agriculteurs pour présenter les principales clefs pour monter un projet de méthaniseurs agricoles. Le Département a pu y présenter les outils développés pour faciliter l'acceptation locale des projets : guide d'insertion paysagère des méthaniseurs agricoles, dispositif de concertation avec la commission nationale du débat public, accompagnement à l'identification des enjeux locaux... Ces matinales ont rassemblé une quarantaine d'agriculteurs.



Un AMI pour accélérer la constitution d'un maillage départemental en stations d'avitaillage en bioGNV



Le collectif CapBioGNV77, piloté par le Département et auquel participe le Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne, GRDF et NaTran, a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour l'aménagement et l'exploitation d'une station publique d'avitaillage en bioGNV à Moret-Loing-et-Orvanne. Ce projet a pu voir le jour grâce au soutien des élus locaux, et aux partenariats engagés pour sécuriser un foncier et identifier les clients qui assureront la viabilité économique du projet. Les travaux se dérouleront en 2025 pour une mise en service fin 2025. Un deuxième AMI sera lancé en 2025 pour un projet de station publique à Provins.

Un écosystème hydrogène vert soutenu par le Département

Le Département participe activement au projet d'écosystème hydrogène de Bussy-Saint-Georges, porté par la commune, en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie, la communauté d'agglomération Marne-et-Gondoire et le syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne. Ce projet vise à implanter à Bussy-Saint-Georges une unité de production et de distribution d'hydrogène vert destinée principalement à la mobilité lourde (camions, bus...) et à des usages industriels. L'objectif est de produire jusqu'à 1 tonne d'hydrogène par jour, avec un démarrage prévu en 2028.



9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE



10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



11 VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



12 CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



14 VIE
AQUATIQUE



15 VIE
TERRESTRE



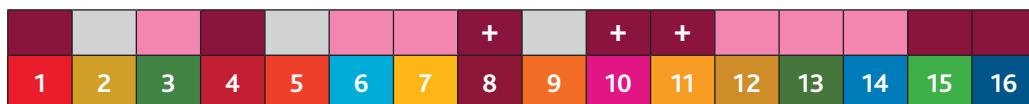
16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



L'OFFRE CULTURELLE ET TOURISTIQUE, UNE CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES

Le tourisme et la culture participent pleinement à l'attractivité de la Seine-et-Marne. En partenariat avec les acteurs locaux, nous valorisons nos sites, soutenons les initiatives et faisons découvrir un territoire riche et accueillant

Thierry Cerri



ORIENTATIONS ET PRATIQUES IMPACTANT LES ODD – ODD IMPACTÉS

Une offre culturelle et touristique variée, bénéficiant aux franciliens 3 4 6 7 8 10 11 12 13 14 15 16

Tourisme de proximité pour tous vecteur de développement économique – Offres favorables à la santé : activités « bien-être » et sportives (randonnées, cyclotourisme) - Tourisme durable (schéma de développement, formations, valorisation des productions locales, agrotourisme...) - Préservation de la qualité des milieux aquatiques pour le développement du « slow tourisme » (tourisme fluvial) - Ambassadeurs de la marque Seine-et-Marne Vivre en grand !

Un programme de soutien à la restauration du patrimoine monumental et mobilier 1 8 11

Restauration du patrimoine intégrant le développement durable (chantiers d'insertion, éducation populaire, développement local...)

Des actions exemplaires

Des chantiers participatifs de restauration du patrimoine

Le Département organise, avec Rempart d'Île-de-France, des chantiers de restauration du patrimoine historique, faisant appel à des personnes en insertion et à des bénévoles de tous pays. Lieux de brassage culturel et social, ces chantiers s'inscrivent dans une dynamique d'éducation populaire, de développement local et de développement durable. Ils offrent à des jeunes, issus d'horizons variés, une expérience originale de vie collective dans le cadre d'un travail utile, instructif et valorisant. L'action s'est portée en 2024 sur le donjon du Houssoy à Crouy-sur-Ourcq.



Le développement d'une offre de « slow » tourisme s'appuyant sur les cours d'eau

Après son schéma stratégique dédié à la Marne, Seine-et-Marne attractivité (SMA) a réalisé avec Voie navigable de France (VNF) une étude sur le potentiel de développement touristique fluvial et fluvestre de la Seine et ses affluents. Elle vise à faire émerger des offres « slow » et locales pouvant répondre aux aspirations des franciliens et Seine-et-Marnais, soucieux d'expériences au vert, insolites et propices à la déconnexion. Des actions seront lancées, dans la continuité de l'accompagnement déjà effectué par SMA auprès des territoires et porteurs de projets cherchant à s'installer en bord d'eau en Seine-et-Marne.

Le tourisme régénératif, un nouveau concept pour un impact positif des activités sur le développement durable

Le tourisme régénératif dépasse le zéro impact négatif en cherchant à bonifier le territoire sur les 3 piliers du développement durable (économie, social, environnement). Ce nouveau concept, intégré dans le Schéma d'Aménagement et Développement Touristique, est promu et mis en œuvre à travers des interventions (journées Unis Vers Durable de l'université Gustave Eiffel), l'accompagnement de projets pilotes (Coucoo Cabanes, hébergements insolites à Moret, etc.). Un groupe de travail dédié sera mis en place en 2025.





BILAN DES ACTIONS CONDUITES AU TITRE DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITÉS INTERNES DU DÉPARTEMENT, ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE			
La finance verte au service des projets d'avenir			
De nouvelles actions pour une collectivité toujours plus éthique et responsable			
Un Département employeur attractif et attentif à ses collaborateurs			
Une politique attractive de formation et d'accompagnement des parcours professionnels			
Santé, sécurité et bien-être au travail, facteur d'épanouissement			
Vers une culture du «numérique responsable» au Département			
Un patrimoine bâti progressivement moins énergivore, plus sain et moins vulnérable au changement climatique			
Des véhicules pour les activités du Département progressivement plus propres et moins dépendants des énergies fossiles			
Une politique de prévention et valorisation des déchets issus des activités du Département			
Le rôle clé de la commande publique, pour des achats responsables			
BILAN DES POLITIQUES PUBLIQUES CONDUITES EN DIRECTION DES TERRITOIRES			
PILIER SOCIAL			
Le Département, chef de file de l'action sociale, évolue avec les spécificités croissantes de ses politiques publiques			
Une protection maternelle et infantile et de promotion de la santé pour l'accès aux soins des Seine-et-Marnais			
Une politique ambitieuse pour une meilleure prévention et protection des enfants et des familles			
Une politique pour être exemplaire sur le handicap et un futur schéma de l'autonomie qui prépare l'avenir			
Une politique pour favoriser l'insertion et l'emploi des publics qui en sont éloignés			
Une politique renforcée de développement des formations supérieures et professionnelle axée sur l'égalité territoriale			
PILIER ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE			
Une Mission Europe tournée vers l'insertion sociale et contributrice d'une citoyenneté européenne			
Une politique contractuelle et le GIP ID77 en faveur d'un aménagement durable des territoires			
Le Département acteur engagé pour la transition énergétique de la Seine-et-Marne			
Politique pour préserver et valoriser le patrimoine naturel de la Seine-et-Marne			
Une politique de l'eau pour un territoire plus résilient aux phénomènes climatiques			
Une nouvelle stratégie de lutte contre les dépôts sauvages			
Une éducation au développement durable pour les citoyens de demain			
Politique en faveur d'une offre culturelle équitable, plus durable, contribuant à l'épanouissement de tous			
Politique pour des activités sportives et de loisirs inclusives et éco-responsables			
L'habitat, une politique pour un habitat sobre en énergie et adapté aux situations			
Une politique pour une mobilité adaptée à la diversité des contextes territoriaux et aux besoins de la population			
PILIER ÉCONOMIE			
Le développement de la fibre, vecteur d'attractivité et d'égalité territoriale			
Soutien à l'économie verte pour une activité agricole / sylvicole viable et engagée dans la transition agro-écologique et énergétique			
Le Département en soutien aux filières de production d'énergies décarbonées			
L'offre culturelle et touristique, une contribution à l'économie des territoires			

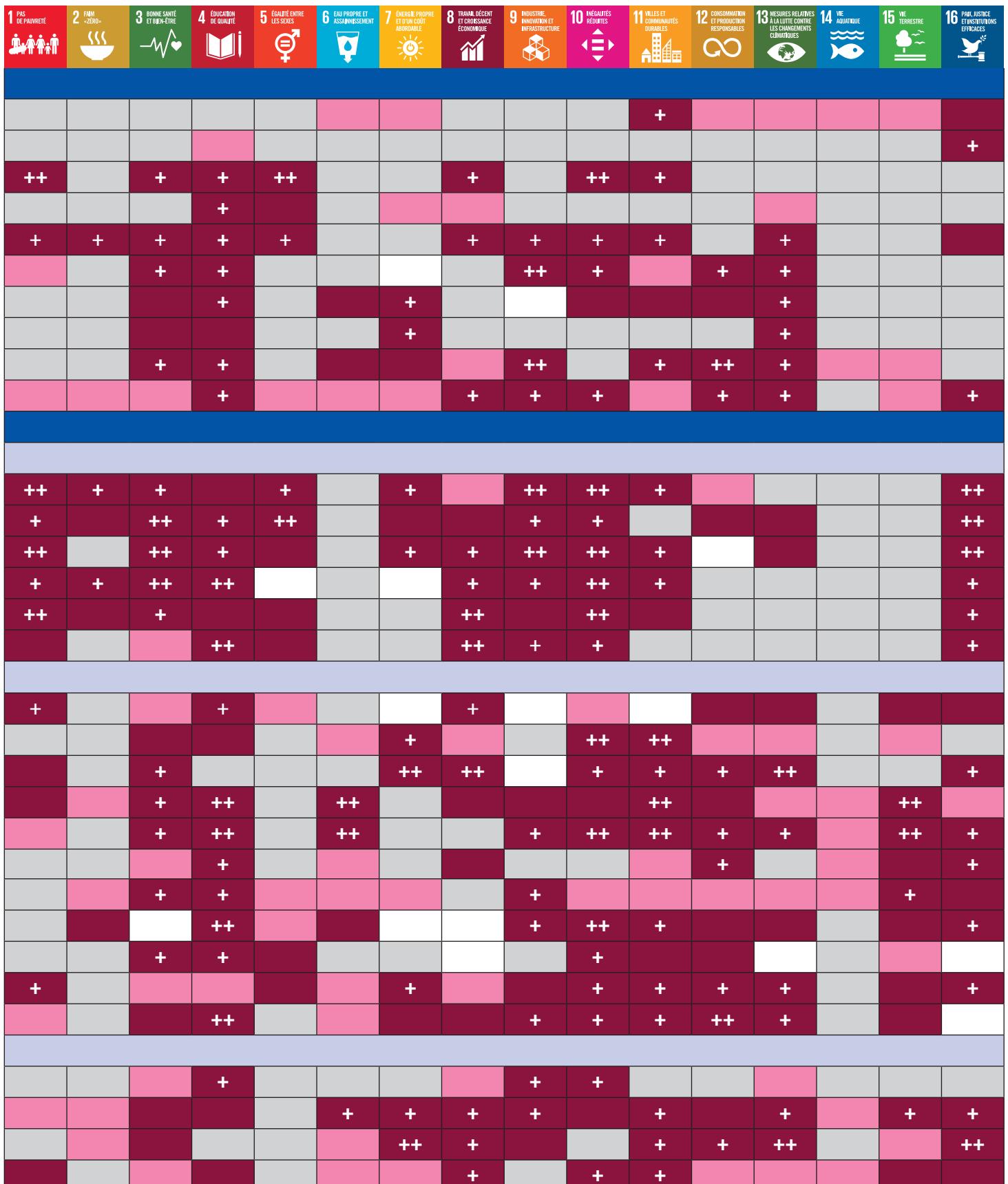
++

Impact positif exemplaire

+

Impact positif significatif

Impact positif limité



Impact indirect

Absence de lien possible

Impact positif potentiel

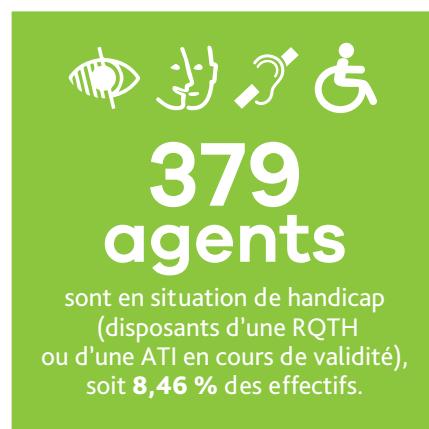


LES CHIFFRES CLEFS

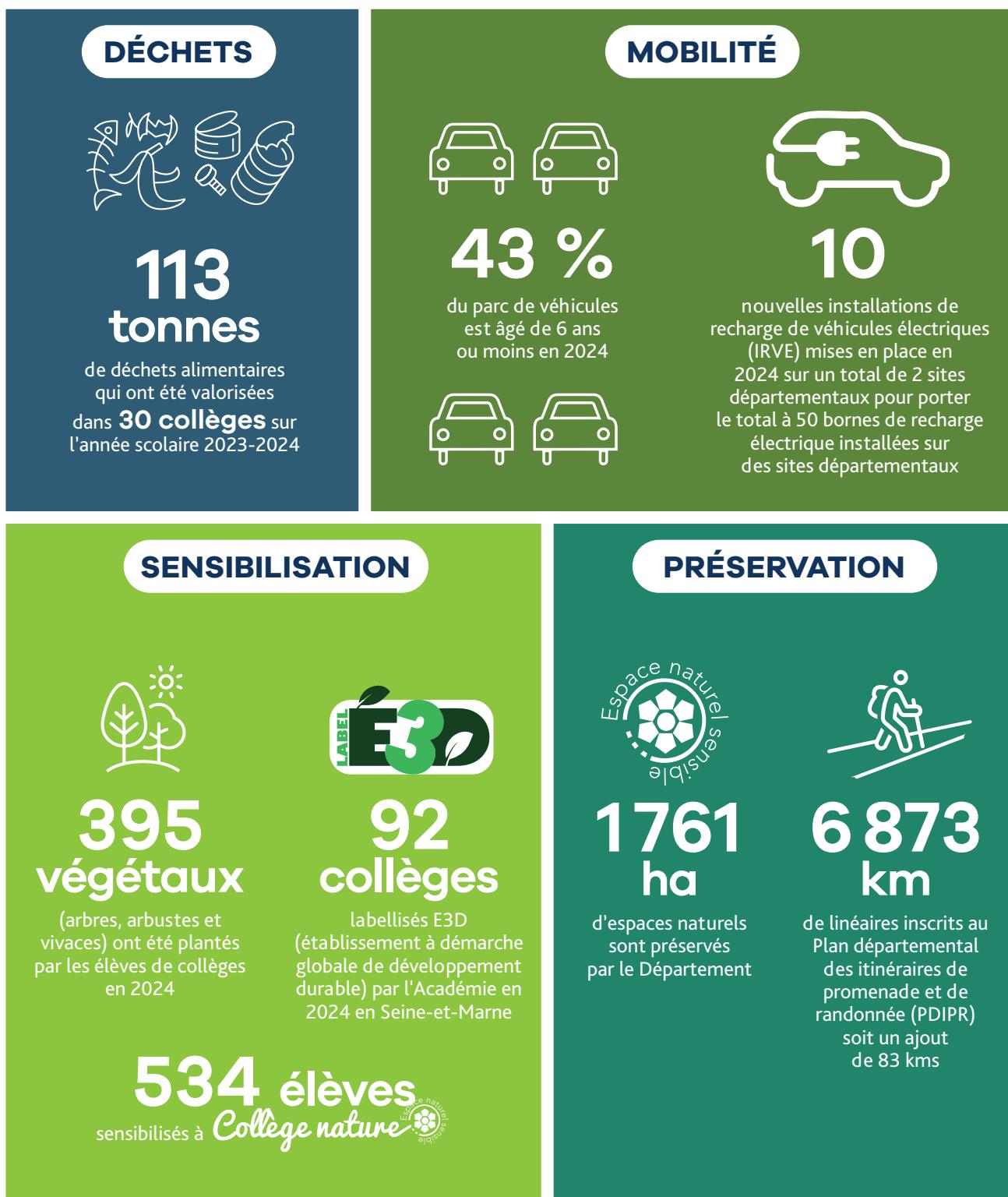


LES INDICATEURS DU SOCIAL

Les indicateurs interne au Département de Seine-et-Marne



Les indicateurs environnementaux



Les indicateurs économiques





Département de Seine-et-Marne

Hôtel du Département
CS 50377
77010 Melun cedex
01 64 14 77 77

seine-et-marne.fr

